

LA CHINE HORS LES MURS

LETTRE D'INFORMATION BIMESTRIELLE



SOMMAIRE

Éditorial , par Paul Clerc-Renaud.....	2
Face à la Chine, l'Europe cherche encore sa ligne par Gaëlle Picut.....	7
Croissance chinoise faible, yuan fort ? , par Jean-François di Meglio.....	15
Le leadership chinois dans l'IA et le quantique , par Gilbert Reveillon.....	19
Le retour des tortues de mer , par Jean-Benoît Kaepelin.....	24
Zoom : Chinese Academy of Science (C.A.S.) , par Comité France Chine.....	29
25 ans d'ouverture, 13 ans de BRI (chapitre 3) , par Christophe Granier et Emmanuel Véron.....	32
Dernières nouvelles des relations franco-chinoises , par le Comité France Chine.....	43
Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise , par Paul Clerc-Renaud et Gaëlle Picut.....	45

CONTACT :

chinehorslesmurs@lescce.org

ÉDITORIAL

par Paul Clerc-Renaud, CCE PACAC

Multilatéralisme et droits de l'homme à la chinoise.

Lors des 80 ans de la fondation de l'ONU en 2025, Xi Jinping avait proposé une nouvelle initiative de Gouvernance Globale (**Global Governance Initiative : GGI**). En juin 2026, le Conseil d'Etat chinois a publié un livre blanc détaillant les principes, propositions et actions que cache ce nouvel acronyme. Avec parfois des accents d'encyclique, la Chine y réaffirme, dans un monde fracturé par les égoïsmes nationaux et la loi du plus fort, sa foi dans le multilatéralisme et les institutions onusiennes moyennant quelques aménagements de leur gouvernance : élargissement du conseil de sécurité permanent pour y inclure l'Afrique (mais sans mentionner ni l'Inde ni le Japon...). Le concept de **communauté de destin pour l'humanité : rénlei mìngyùn gòngtóngtǐ: 人类命运共同体** y est développé visant à construire de conserve un monde plus juste et équitable.

Cette offensive de charme vise essentiellement le Sud global et complète les autres initiatives (sécurité, civilisation, BRI) aux visées plus stratégiques et mercantiles au moment où la Chine doit trouver des débouchés pour ses excédents de productions pour lesquels les obstacles se lèvent aux USA et en Europe.

Chine- U.E. Trois mois pour éviter une guerre commerciale

Depuis la mise au placard du projet d'accord global sur les investissements négocié depuis 2013 et conclu en 2020 mais ni signé ni ratifié, les deux parties cherchent un modus vivendi pour leurs relations commerciales dont le déséquilibre s'accroît vertigineusement (plus de 1 md EUR par jour en faveur de la Chine).

Devant la montée des irritations et des mesures restrictives de part et d'autre, les deux parties ont finalement publié le 29 juin une déclaration commune instituant un mécanisme de consultation formel de niveau ministériel sur le commerce et les investissements, se donnant trois mois pour trouver un consensus permettant d'éviter une guerre commerciale dévastatrice. Ceci n'est pas simple car la question des défis systémiques est posée pour les deux parties dont les modèles économiques diffèrent profondément.

Chacune dresse l'inventaire de sa boîte à outils protectionnistes et coercitifs en cas d'échec des négociations. Un rapport publié le 1^{er} juin par L'OCDE est venu mettre en évidence le problème des subventions accordées par les Etats à leurs industries en particulier les Etats-Unis et la Chine. D'après cette étude, 60% des gains de parts de marché des entreprises chinoises seraient dus à des subventions.

Il nous a paru opportun d'analyser ci-dessous dans l'article de **Gaëlle Picut** l'état et l'évolution des relations commerciales entre ces deux acteurs majeurs de l'économie globale.

Nos remerciements à **Maurice Gourdault- Montagne** pour sa relecture et ses remarques qui ont permis d'enrichir cet article.

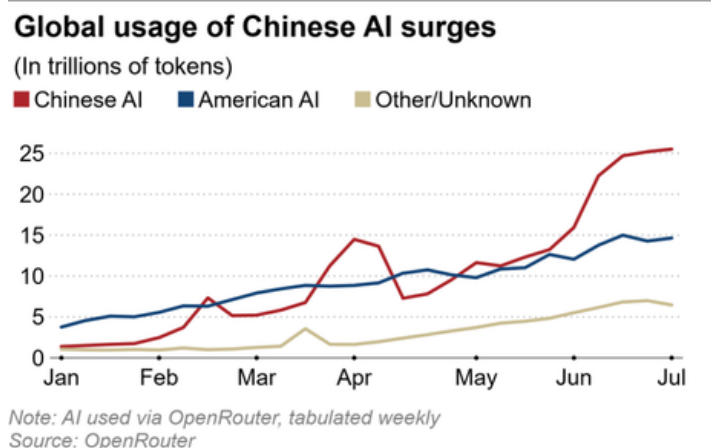
L'une des propositions de plus en plus évoquée en Europe (entre autres par le Chancelier Merz lors du G7) mais également par certains observateurs en Chine même serait inspirée de l'accord du Plaza de 1985 permettant au taux de change du RMB de s'apprécier afin de réduire l'insoutenable excédent de 1200 milliards USD qu'il a permis, de diminuer le coût de ses investissements à l'étranger promouvant ainsi les standards chinois et de permettre aux détenteurs étrangers de RMB de financer les systèmes sociaux chinois par le biais d'obligations souveraines. Cela favoriserait la yuanisation du système financier mondial déjà en cours et permettrait à terme d'atteindre la convertibilité totale.

Dans cette optique, nous avons demandé à **Jean-Francois Di Meglio** de partager son analyse toujours fine et stimulante de spécialiste dans l'article ci-dessous.

ÉDITORIAL (SUITE)

La révolution de l'I.A., défi existentiel : la guerre aux frontières technologiques

L'I.A. devient à une vitesse fulgurante le principal moteur de l'économie, de la bourse et de la guerre hybride et de haute intensité. Dans la nouvelle « Tokenomie » la Chine se taille la part du lion :



La course est lancée entre les Etats-Unis et la Chine pour le contrôle des chaînes de valeur des diverses couches qui conditionnent l'accès aux modèles frontière et bientôt aux world models. La vitesse exponentielle à laquelle se déroule cette compétition laisse une très étroite fenêtre d'opportunité pour ceux, tels l'Europe et la France, qui espèrent ne pas se laisser vassaliser par l'un ou l'autre. De plus en plus, les négociations commerciales se doublent de la recherche d'**accords techno économiques stratégiques** tel **la Pax silica** lancé en décembre 2025 par les Etats-Unis et rejoint déjà par 9 pays et l'U.E. qui vise à renforcer la coopération dans les chaînes d'approvisionnement de l'I.A. et les technologies de pointe, avec en filigrane une dépendance technologique vis-à-vis des Etats-Unis.

Lors de l'ouverture en juillet de la conférence mondiale sur l'I.A. à Shanghai par Xi Jinping, ce dernier a souligné les opportunités de développement global offertes par l'I.A. mais aussi l'urgente nécessité de mettre en place des réglementations internationales pour répondre aux multiples défis éthiques et sécuritaires qu'elle présente et de s'assurer qu'elle demeure toujours sous contrôle humain. Ce jour même, a été signé sous son égide par 29 pays un accord établissant **l'Organisation Mondiale de Coopération sur l'I.A. (World Artificial Intelligence Cooperation Organization : WAICO)**.

La Chine est aujourd'hui un acteur incontournable dans de nombreux domaines : solaire, véhicules électriques, spatial et maintenant l'I.A., domaine dans lequel elle entend jouer un rôle pionnier tant au niveau purement technique que réglementaire.

Le 9 juin, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) et sept autres départements ont publié le plan « *AI+ Consumption* », qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative « *AI +* » sur la diffusion de l'IA dans la société. Il vise à promouvoir l'utilisation de l'I.A. dans tous les secteurs de l'économie tout en contrôlant les excès néfastes.

Ainsi à partir du 15 juillet une nouvelle réglementation restreint les applications telles Maoxiang de Bytedance ou Xingye de Minimax permettant la création de compagnons artificiels susceptibles de créer des dépendances affectives.

L'annonce par Moonshot début juillet de la commercialisation du modèle open source Kimi K3 nouveau record mondial avec 2,8 trillions de paramètres a lancé un nouveau défi aux modèles frontières américains.

ÉDITORIAL (SUITE)



Sans la chaîne I.A., pas d'avenir

Les restrictions d'exportation et d'utilisation des modèles LLM frontières annoncées par les États-Unis et maintenant par la Chine rendent la situation particulièrement urgente. L'Europe pourra-t-elle surmonter les choke points contrôlés par les deux leaders dans les diverses chaînes de valeur cruciales de l'I.A. ?

Gilbert Reveillon s'est donc livré à une analyse fastidieuse mais fructueuse de toutes les sources et a dressé un tableau détaillé des positions respectives des acteurs dans les 9 couches de valeur cruciales pour l'I.A. : minage et raffinage des terres rares, filières du silicium, microprocesseurs, centres de données, électricité, transmission. Après avoir passé au crible tous ces éléments, il fait apparaître dans **un site accessible et mis à jour en permanence les choke points** que contrôlent plus ou moins les uns et les autres. <https://iavaluechain-2tzjrws.manus.space/>

Son analyse met en évidence les avantages substantiels dont dispose la Chine grâce à sa maîtrise de la convergence des technologies de l'I.A., du quantique et de la blockchain (DLT). La frugalité de ses solutions remet en perspective le classement en se basant sur les critères de performances (*compute* et nombre de *tokens*) et non de pure puissance théorique. L'article ci-dessous et les tableaux qui le structurent placent la Chine en position de contrôle de plusieurs filières stratégiques.

Gilbert identifie plusieurs facteurs d'avantage compétitif dans cette course d'excellence aux frontières technologiques souvent ignorés des observateurs :

- les acteurs chinois aux poches profondes ayant acquis un leadership dans un secteur hyper compétitif utilisent la migration interindustrielle comme stratégie de sortie de surcapacité ; ils misent massivement sur une croissance interne ou externe dans des secteurs de pointe adjacents plus risqués, mais plus rémunérateurs et stratégiques (par exemple CATL le leader des batteries qui investit dans les semiconducteurs).
- la guerre pour le contrôle de l'économie agentique qui oppose l'omniprésent Wechat aux agents opérateurs de systèmes (Bytedance, Huawei (Harmony OS), Xiaomi (Hyper OS). Avec 1.6Md d'utilisateurs mensuels, Wechat est un chokepoint sans équivalent nulle part au monde et disposant d'une alimentation pléthorique de son lac de données.
- Le modèle Hefei qui consiste pour une administration régionale à investir une part importante de son budget avec l'aide des autorités centrales dans des entreprises industrielles privées et start-ups de pointe afin de générer un hub technologique régional d'avant-garde dans une économie au départ semi rurale : imitant le modèle de Shenzhen, la capitale de l'Anhui a créé ex nihilo en quelques années l'usine automobile robotisée la plus moderne du monde où NIO produit avec 1300 robots de production et 500 transpalettes automatiques un véhicule électrique à la minute et 1,5 téraoctets de données par jour pour alimenter ses modèles d'I.A.

ÉDITORIAL (SUITE)

Elle a aussi fait de BOE, un spécialiste des écrans LCD et OLED déficitaire, un leader mondial grâce à une prise de participation importante.

Le choix des secteurs est souvent guidé par la recherche d'indépendance de filières stratégiques soumises à sanctions américaines.

L'Europe pourra-t-elle un jour s'inspirer des exemples chinois et du rapport Draghi afin d'échapper aux choix cornéliens qui impliquent à terme l'abandon de son indépendance et sa vassalisation par l'un ou l'autre (ou les deux) des hégémons technologiques en lice...

Matériau critique : La matière grise

Dans l'évaluation systématique de ses positions dans les chaînes de valeur de l'I.A. la Chine s'intéresse au plus haut point à ses aspects RH. D'une part elle est pleinement consciente des problèmes d'adaptation des RH que posent l'arrivée de l'I.A. agentique et de la robotique qu'elle a décidé de généraliser dans tous les secteurs de son économie. Elle a déjà défini les grandes lignes de la législation visant à augmenter et non à remplacer les postes menacés afin d'assurer une transition aussi humaine que possible.

Elle a également lancé **une chasse mondiale aux talents** visant à attirer les spécialistes chinois (mais pas que) employés aux Etats-Unis ou dans d'autres hubs technologiques en leur offrant des conditions financières et un environnement excitant dans leurs disciplines respectives (dont l'I.A.). Lors de son discours pour la remise des *State Preeminent Science and technology awards* (Guójiā Zuìgāo Kēxué Jìshù Jiǎng) l'équivalent chinois du Prix Nobel, le 8 juillet, Xi Jinping a insisté sur l'aspect essentiel et urgent de cette quête de talents et d'initiatives. Sa présence exceptionnelle à la World A.I. conference à Shanghai en juillet souligne encore la priorité accordée à ce secteur crucial.

Jean-Benoît Kaepelin a accepté de partager ci-dessous sa vaste expérience des R.H. et du search de haut niveau pour nous dresser le tableau de chasse chinois et la liste de leurs objectifs et méthodes, tant en matière de formation domestique que d'attractivité vis-à-vis des spécialistes du monde entier.

La Chine, toujours pragmatique, adapte brutalement sa production domestique de talents aux besoins des secteurs de pointe afin de former les ingénieurs et chercheurs nécessaires à la réalisation de ses ambitions de leadership stratégique : les Universités chinoises ont donc dû supprimer 12.000 filières diplômantes jugées obsolètes entre autres en raison de l'I.A. (essentiellement langues, arts et sciences sociales et humanités) pour les remplacer par des nouvelles disciplines technologiques et scientifiques de pointe. Elle espère ainsi mettre fin à la situation paradoxale de sa démographie en déclin et du chômage de ses jeunes diplômés mal orientés. Or les disciplines STEM (Science, Technology, Engineering et Maths) représentent déjà en Chine 45% des diplômes du 2^e cycle et 65% des doctorats de 3^e cycle (contre respectivement moins de 20% et 55% pour la France). En valeur absolue, la Chine forme chaque année 1,5 millions d'ingénieurs alors que la France en forme 45.000. Le déséquilibre va donc encore s'accroître et demande un rééquilibrage rapide des priorités éducatives au sein du système français et une chasse aux talents étrangers si nous voulons avoir une chance d'échapper à la vassalisation technologique. Jean Benoît Kaepelin nous livre l'inventaire des centres d'excellences en matière de recherche et d'enseignement et indique les voies d'accès pour les acteurs français en quête de coopération ou de recrutement aux frontières technologiques où la Chine excelle.

La prestigieuse **Chinese Academy of Science (C.A.S.)** que nous décrit ci-dessous le **Comité France Chine** est la plus grande institution de recherche scientifique du monde. Elle joue également un rôle clé dans l'enseignement scientifique en Chine et dans les choix stratégiques des dirigeants chinois dont plusieurs sont passés par ses laboratoires.

ÉDITORIAL (SUITE)

Mer de Chine du Sud (Nanyang) et ASEAN : au cœur de la géostratégie chinoise.

Juillet 2026 marque le dixième anniversaire de la sentence arbitrale de La Haye en faveur des Philippines relative à la souveraineté et aux droits maritimes des protagonistes en mer de Chine méridionale. Pékin continue cependant à nier la valeur juridique de cette décision et maintient ses revendications de souveraineté. Lors de sa dernière conférence de presse annuelle, Wang Yi a toutefois affirmé que « la paix, la coopération et l'amitié prévalent », que la mer de Chine du Sud est « la voie la plus sûre et la plus libre du monde » et que les négociations sur le code de conduite dans cet espace maritime sont en phase finale entre les acteurs de la région et ne concernent nullement les acteurs extérieurs qui voudraient perturber la stabilité régionale.

Dans la troisième partie de leur analyse géostratégique des « routes de la soie » (BRI), **Christophe Granier** et **Emmanuel Véron** proposent ci-dessous un point d'étape détaillé sur la géographie maritime du Nanyang et des pays de l'ASEAN dans leurs dimensions stratégiques et militaires bien sûr, mais aussi économiques, et commerciales. Ils dressent l'inventaire des choke points logistiques, des points d'appuis portuaires et insulaires dont la Chine a développé les infrastructures ainsi que des ressources halieutiques, minérales et pétrolières sous-marines qui sous-tendent l'importance de cette zone pour Pékin.





Au Sommet européen de l'industrie à Anvers, en février 2026, échanges consacrés aux défis de compétitivité de l'Union européenne et aux ambitions portées par l'Industrial Accelerator Act © Ursula von der Leyen, compte X

Longtemps fondée sur une complémentarité profitable aux deux parties, la relation entre l'Union européenne et la Chine est entrée dans une phase de tensions. Face à l'essor industriel chinois, à l'aggravation des déséquilibres commerciaux et à la montée des risques géopolitiques, Bruxelles cherche désormais à concilier ouverture économique et protection de ses intérêts stratégiques. Mais si le discours européen s'est durci, les actes restent prudents, freinés par des intérêts nationaux qui demeurent profondément divergents.

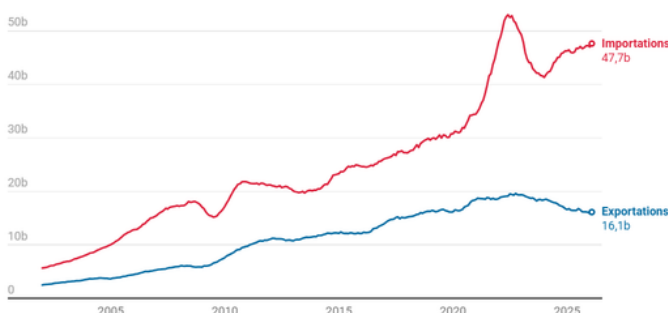
I. Pourquoi la relation UE-Chine se dégrade ?

Une relation devenue plus conflictuelle.

Les relations économiques entre l'Union européenne et la Chine se sont tendues ces dernières années, sans qu'émerge pour autant une doctrine commune capable de fédérer les Vingt-Sept. Les raisons de ces tensions sont connues : un déficit commercial qui se creuse chaque année un peu plus et a atteint 360 milliards d'euros en 2025, une dépendance persistante sur des chaînes d'approvisionnement stratégiques, un rapprochement Chine / Moscou qui n'a jamais vraiment cessé...

Balance commerciale de l'Union avec la Chine

Moyenne lissée sur 12 mois.



Graphique: Le Grand Continent - Source: Commission européenne

L'excédent commercial de l'UE avec la Chine pour les biens en 1975 a laissé place à un déficit commercial croissant à partir de 2001. Il a atteint 98 milliards d'euros (un record) au premier trimestre 2026.

Depuis 2019, la doctrine officielle de l'Union européenne repose sur une définition de la Chine à la fois comme partenaire de coopération, concurrent économique et rival systémique. Cette triple qualification illustre l'ambivalence de la relation. Pékin reste un acteur indispensable pour répondre à certains défis globaux, qu'il s'agisse du climat ou de la stabilité économique mondiale. Mais il constitue également un concurrent de plus en plus redoutable sur les marchés industriels et technologiques, tandis que son modèle politique et économique demeure en contradiction avec les principes défendus par l'Union européenne.

L'évolution de la relation sino-européenne depuis cinq ans peut ainsi être résumée comme le passage progressif d'une logique de complémentarité économique à une logique de gestion du risque stratégique. Sans remettre en cause le principe d'ouverture commerciale, Bruxelles cherche désormais à limiter les vulnérabilités susceptibles d'être exploitées par Pékin dans un contexte géopolitique devenu plus conflictuel.

La pression chinoise s'étend secteur par secteur.

L'industrie photovoltaïque a ouvert la voie : les importations européennes de panneaux solaires chinois ont plus que quadruplé en dix ans, et la Chine contrôle aujourd'hui plus de 95 % du marché européen. Les aides publiques, lorsqu'elles sont arrivées, l'ont fait trop tard pour sauver certains industriels français du secteur.

L'automobile a suivi le même chemin, à une vitesse plus rapide encore (cf. encadré plus bas). Les médicaments ne sont plus épargnés : l'afflux de principes actifs et d'excipients chinois met en difficulté la filière européenne. Le Critical Medicines Act, très attendu par les industriels français pour sécuriser cette filière, reste à ce stade toujours en discussion.

L'acier constitue l'un des fronts où l'Union a choisi de durcir le ton face à la surproduction chinoise : les taxes européennes sur cet alliage seront portées à 50 % au-delà d'un quota annuel de 18,3 millions de tonnes, contre une taxation actuelle de 25 % à partir d'un seuil bien plus élevé. Quant à l'électronique grand public, elle s'est imposée plus discrètement dans le quotidien des Européens : téléviseurs, ordinateurs, smartphones et électroménager figuraient l'an dernier parmi les quatre biens les plus importés depuis la Chine, pour un montant avoisinant 20 milliards d'euros sur le seul marché français, portée par des marques comme TCL, Hisense, Xiaomi, Lenovo ou Haier, à l'étroit sur leur marché domestique et massivement tournées vers l'Europe.

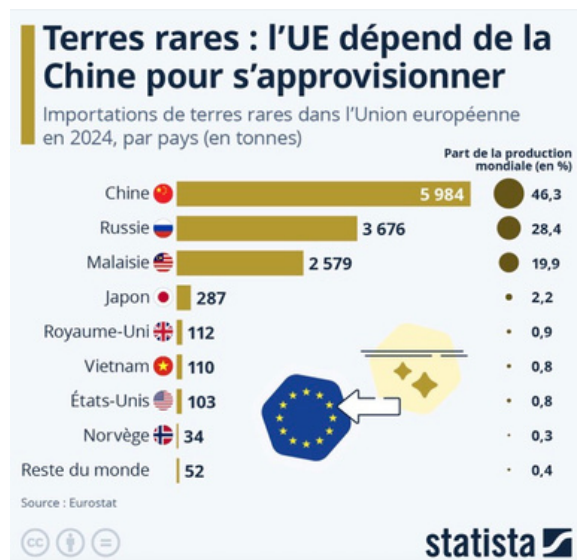
Cette pression sectorielle ne se limite pas à des effets de second ordre. Un rapport du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan de février 2026 alerte sur la puissance de ce qu'il qualifie de « rouleau compresseur » chinois, menaçant l'ensemble du tissu industriel européen, y compris des secteurs de pointe historiquement dominés par l'Europe. Jugeant les mesures actuelles trop sectorielles pour répondre à un déséquilibre désormais systémique, le rapport préconise un changement plus radical, incluant un droit de douane européen global d'environ 30 % sur l'ensemble des importations chinoises, ainsi qu'une dépréciation de 20 % à 30 % de l'euro face au yuan. Le diagnostic est sans appel : face à des écarts de coûts de production estimés par les industriels eux-mêmes entre 30 % et 40 % à qualité comparable, voire supérieure, les instruments commerciaux européens actuels apparaissent largement sous-calibrés pour prévenir un décrochage durable. Sans changement de stratégie, le risque est de voir se reproduire, à une échelle bien plus large, les dynamiques de sortie de marché rapides et souvent irréversibles déjà observées dans le photovoltaïque.

Après l'automobile, la filière aéronautique menacée ?

L'industrie automobile a constitué le premier terrain de démonstration de la montée en puissance industrielle chinoise. En 15 ans, les constructeurs chinois sont passés d'acteurs marginaux à leaders incontestés sur les véhicules électriques, notamment sur les segments clés de la batterie et de la recharge ultra-rapide. Ils ont gagné la bataille de la vitesse et des coûts » reconnaissait Antonio Filosa, président du groupe Stellantis dans une interview en juin 2026 au Point, même si, complétait-il, « l'Europe conserve des atouts uniques : son design automobile, son ingénierie et l'ensemble de sa chaîne industrielle ».

Un scénario qui pourrait ne pas rester isolé. Le constructeur aéronautique chinois Comac, longtemps cantonné au marché intérieur, affiche désormais des ambitions affirmées à l'export avec son moyen-courrier C919, conçu comme une alternative directe aux Airbus A320 et Boeing 737. Si l'appareil reste loin d'inquiéter Airbus à court terme, faute notamment de certification occidentale et en raison de sa dépendance à des pièces occidentales, sa montée en cadence et le soutien massif de l'État chinois rappellent, à dix ans d'écart, la trajectoire qui a permis à l'automobile chinoise de bousculer un secteur jugé imprenable.

Les terres rares, un levier très puissant pour Pékin



La Commission européenne a adopté fin 2025 le plan d'action RESourceEU visant à bâtir un début d'indépendance dans les minerais critiques mais la route est encore longue...

Si l'Union dispose d'outils juridiques, la Chine, elle, détient un levier autrement plus tangible : les terres rares. L'an dernier, Pékin a instauré des restrictions sur leurs exportations, rappelant à l'industrie européenne, qui en a un besoin vital pour ses secteurs les plus stratégiques, l'ampleur de sa dépendance. Depuis le 7 juin 2025, la Chine a certes desserré l'étau sur ses licences d'exportation, mais les flux de terres rares et d'aimants permanents ne sont pas revenus à leur niveau d'avant les restrictions. Le risque de perturbations d'approvisionnement pour les filières industrielles européennes demeure donc bien réel à moyen terme, d'autant que le processus d'obtention des licences reste long et complexe, au gré d'exigences toujours plus précises formulées par Pékin. Ce rapport de force illustre une asymétrie structurelle : l'Union européenne peut multiplier les instruments de défense commerciale, mais elle reste, sur les matériaux critiques, en position de dépendance face à une Chine qui sait parfaitement utiliser ce levier au moment qui lui convient.

Taiwan, le risque systémique que l'Europe ne peut ignorer

Au-delà des déséquilibres commerciaux, la question taïwanaise est progressivement devenue l'un des principaux sujets de préoccupation stratégique des Européens. Bien au-delà de l'Asie orientale, une crise majeure dans le détroit de Taïwan affecterait directement l'économie européenne. Près de la moitié du trafic maritime mondial transite par cette zone et les semi-conducteurs les plus avancés utilisés dans l'automobile, l'aéronautique, les télécommunications ou l'intelligence artificielle proviennent en grande partie d'entreprises taïwanaises.

L'Union européenne intègre désormais de plus en plus explicitement le scénario d'une crise autour de Taïwan dans sa réflexion sur la sécurité économique. Les stratégies européennes de diversification industrielle, les investissements dans les semi-conducteurs ou encore la constitution de stocks stratégiques répondent également à cette préoccupation.

Cette prudence européenne a d'ailleurs trouvé un écho dans la visite d'État effectuée par Donald Trump à Pékin les 14 et 15 mai, à l'issue de laquelle les deux dirigeants ont annoncé vouloir bâtir une « stabilité stratégique constructive ». Les propos tenus par le président américain dans l'avion du retour, montrent bien qu'il a compris le message de Xi Jinping concernant l'éventualité d'une confrontation et d'un conflit en cas de mauvaise gestion (mishandling) ou d'allusion à l'indépendance de Taïwan.

Cette forme de pause entre Washington et Pékin devrait rassurer les Européens, au moins à court terme, et leur laisser le temps d'affiner leur propre stratégie face aux différents scénarios envisageables. Il leur importe cependant de ne pas se laisser entraîner dans la logique américaine de blocus technologique de la Chine. Cette évolution illustre le changement de nature de la relation UE-Chine : les questions commerciales ne peuvent plus être dissociées des considérations géopolitiques.

Russie, sécurité économique et changement d'époque

L'invasion de l'Ukraine a profondément modifié la perception européenne de la Chine. Sans soutenir officiellement l'effort militaire russe, Pékin a refusé de condamner Moscou et a maintenu un partenariat stratégique étroit avec le Kremlin. Pour de nombreux responsables européens, la question chinoise n'est dès lors plus seulement commerciale. Elle touche désormais à la sécurité économique, à la résilience industrielle et à la capacité de l'Europe à protéger ses intérêts dans un environnement géopolitique plus conflictuel.

Face à cette accumulation de tensions, Bruxelles a progressivement durci son discours. Pourtant, les réponses européennes demeurent limitées et parfois contradictoires.

II. Pourquoi l'Europe peine encore à réagir ?

Le « derisking », une doctrine à géométrie variable

En 2023, la Commission européenne a substitué à l'idée d'un découplage généralisé avec la Chine celle, plus mesurée, du « derisking » : réduire les dépendances critiques sans rompre les liens commerciaux. Ou dit autrement : comment conserver les bénéfices de la mondialisation tout en limitant les vulnérabilités susceptibles d'être exploitées en cas de crise.

Une ligne médiane qui a permis de fédérer un temps des positions nationales très éloignées les unes des autres. En effet, derrière l'unité de façade, chaque capitale européenne continue de regarder Pékin avec des lunettes différentes. Certains Etats d'Europe centrale (Pologne, Hongrie...) Restent attentifs aux opportunités économiques offertes par la Chine, tandis que d'autres mettent davantage l'accent sur les enjeux de sécurité et les conséquences du rapprochement sino-russe. La France s'inscrit dans la doctrine européenne tout en mettant davantage l'accent que certains de ses partenaires sur les questions de souveraineté industrielle et de sécurité économique. L'Allemagne, elle, navigue en permanence entre la prudence stratégique que lui imposent ses partenaires européens et la défense de ses champions industriels qui restent, pour une large part, dépendants du marché chinois.

Cette hétérogénéité conditionne directement la capacité de l'Union à parler d'une seule voix face à Pékin, et donc le poids des mesures qu'elle parvient à faire adopter. Ces dernières semaines pourtant, quelque chose semble bouger. Les dirigeants européens convergent de plus en plus vers une posture plus ferme à l'égard de la Chine, sur fond de publication d'un rapport de l'OCDE qui a remis en lumière l'ampleur des subventions publiques irriguant les filières industrielles chinoises. Mais entre la convergence des discours et la mise en œuvre de mesures concrètes, l'écart reste important, freiné par la crainte de représailles chinoises et par la persistance de divisions entre États membres, l'attitude allemande continuant de jouer un rôle pivot, quoiqu' en nette évolution.

L'Allemagne, miroir des fractures européennes.

Aucun pays n'illustre mieux la difficulté d'une politique commune face à la Chine que l'Allemagne. Première économie de l'Union, elle représente à elle seule plus de 35 % des échanges entre l'UE et la Chine, ce qui lui confère un poids déterminant dans toute négociation commerciale collective, mais l'expose aussi de façon disproportionnée aux pressions chinoises. Lorsque Bruxelles a voté, à l'automne 2024, des droits de douane compensatoires sur les véhicules électriques chinois, Berlin a voté contre, se mettant en porte-à-faux avec une initiative soutenue par la France, par crainte de représailles chinoises sur ses propres exportations automobiles ou chimiques. Pendant ce temps, les constructeurs allemands (Volkswagen, BMW, Mercedes-Benz) choisissaient au contraire de renforcer leur présence en Chine, en particulier dans l'électromobilité, en multipliant les partenariats avec des acteurs locaux comme SAIC Motor, Xpeng ou Geely.

Mais le vent tourne, y compris à Berlin (cf. relire notre article paru dans la CHLM71). Gagnant pendant des décennies, le partenariat Chine/Allemagne s'effrite aujourd'hui. Entre 2019 et 2024, l'Allemagne a perdu son leadership mondial dans les machines et équipements de production d'électricité, tandis que ses positions historiques dans la chimie et l'automobile s'érodent à leur tour. Signe le plus frappant de ce retournement : pour la première fois, l'Allemagne importe désormais plus de biens d'équipement chinois qu'elle n'en exporte, creusant un déficit commercial bilatéral record estimé à 88 milliards d'euros.

La diplomatie du contournement : Hongrie, Espagne et investissements chinois.

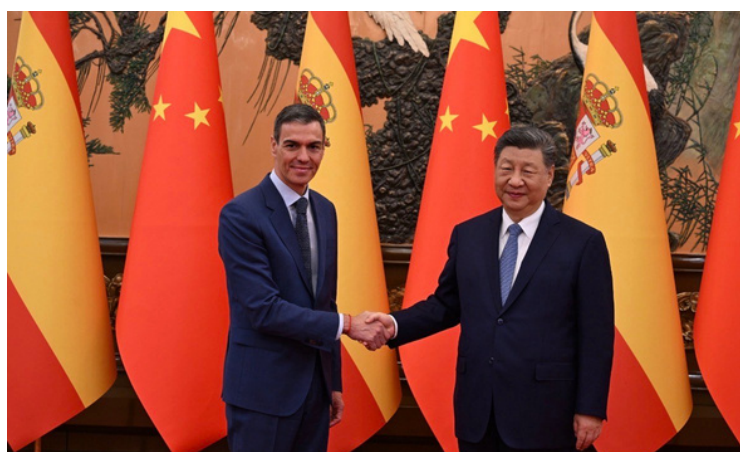
Pendant que Bruxelles cherche sa ligne collective, certains États membres avancent à leur propre rythme, parfois à contre-courant de la doctrine européenne. La Hongrie est ainsi devenue le principal hub industriel chinois en Europe, captant plus de 30 % des investissements directs chinois sur le continent l'an dernier, soit 3,1 milliards d'euros, en particulier dans les batteries et les véhicules électriques. Des groupes comme BYD et CATL y localisent leur production pour accéder au marché européen tout en contournant les droits de douane qui frappent les importations directes.

FACE À LA CHINE, L'EUROPE CHERCHE ENCORE SA LIGNE

Cette stratégie dépasse largement le seul cas hongrois. Depuis plusieurs années, les investissements chinois en Europe changent de nature. Les grandes acquisitions d'entreprises européennes, qui avaient marqué les années 2010, ont laissé place à des investissements industriels directs (les gouvernements européens ayant graduellement mis le holà à des prises de contrôle). Batteries, véhicules électriques, équipements énergétiques ou composants industriels : des groupes comme BYD, CATL, Gotion ou Envision multiplient les implantations sur le continent. L'objectif est double : contourner les barrières commerciales croissantes et s'intégrer davantage aux chaînes de valeur européennes. Cette évolution rend la relation sino-européenne plus complexe encore, puisque certaines mesures de protection visent désormais des entreprises produisant directement sur le sol européen.

L'Espagne, de son côté, a choisi la voie du dialogue bilatéral renforcé. Le Premier ministre Pedro Sánchez s'est rendu en Chine en avril 2026, pour sa quatrième visite en quatre ans, un rythme qui traduit l'importance accordée par Madrid à cette relation. Le déplacement a donné lieu à la signature de dix-neuf accords bilatéraux couvrant les domaines économique, agricole, scientifique et technologique, avec notamment un élargissement de l'accès au marché chinois pour certains produits agroalimentaires espagnols comme les pistaches, les figues séchées ou les produits porcins, ainsi qu'une volonté affichée de rééquilibrer une relation commerciale marquée par un déficit espagnol dépassant 40 milliards d'euros.

Malgré ces divergences, l'Union européenne a progressivement construit un ensemble d'outils destinés à protéger ses intérêts économiques.



Lors de sa rencontre avec Xi Jinping le 14 avril 2026 dernier, Pedro Sanchez a indiqué "miser sur une relation UE-Chine fondée sur la confiance, le dialogue et la stabilité". @ Pedro Sanchez, compte X

III. Les outils dont dispose l'Union européenne.

Un arsenal juridique encore utilisé avec prudence.

Sur le papier, l'Union européenne ne manque pas de munitions. L'instrument dit « anti-coercition », adopté pour dissuader les pressions économiques de pays tiers, est en théorie redoutable : il permettrait, par exemple, d'exclure les entreprises d'un pays donné des marchés publics européens. Dans les faits, il n'a encore jamais été activé, ce qui en dit long sur la prudence collective des Vingt-Sept face à un partenaire commercial dont l'Union dépend aussi largement.

Le règlement sur les services numériques (DSA), entré en vigueur en 2023, recouvre un terrain d'application beaucoup plus concret. Bruxelles a infligé fin mai une amende de 200 millions d'euros à Temu pour avoir laissé circuler sur sa plateforme des produits illégaux. Quelques mois plus tôt, TikTok avait déjà été condamné à 530 millions d'euros pour transfert illégal de données d'utilisateurs européens vers la Chine, malgré les dénégations de la plateforme, qui revendique 175 millions d'utilisateurs sur le continent et a annoncé faire appel. Shein et AliExpress font actuellement l'objet d'enquêtes similaires de la Commission. Le message est clair : la régulation numérique est devenue, de fait, l'un des rares leviers où l'Union agit vite et frappe fort, contrairement aux dossiers commerciaux plus classiques, où les arbitrages restent paralysés par les intérêts industriels nationaux.



Les géants chinois Temu et Shein font face aux exigences du Digital services act (DSA). La Commission européenne a infligé fin mai une amende de 200 millions d'euros à Temu, pour vente de produits illégaux ou dangereux vendus en Europe.

Sur le terrain des marchés publics, l'Union a tout de même franchi un pas significatif début juin 2025, lorsque les Vingt-Sept se sont accordés pour restreindre l'accès des entreprises chinoises aux appels d'offres européens sur les dispositifs médicaux. Cette décision intervenait après qu'une enquête menée dans le cadre de l'Instrument sur les marchés publics internationaux ait mis en évidence des pratiques jugées discriminatoires envers les entreprises européennes sur le marché chinois. Dans la foulée, la Commission a annoncé renoncer à se tourner vers la Chine pour ses propres achats d'équipements médicaux dépassant 5 millions d'euros, dans l'espoir, selon ses mots, d'inciter Pékin à revoir sa politique. Plus récemment, l'Union a également interdit les onduleurs chinois dans tous les projets financés par des fonds européens, invoquant des risques de cybersécurité et de dépendance stratégique, alors même que des groupes chinois comme Huawei et Sungrow dominent largement le marché mondial des onduleurs solaires.

Et demain, la Commission pourrait aller plus loin encore. Elle réfléchit actuellement à un texte législatif qui obligerait les entreprises européennes à diversifier leurs sources d'approvisionnement, afin de limiter leur dépendance à des fournisseurs chinois jugés trop incontournables dans certains secteurs critiques.

Une dépendance qui ne se résume pas à un sens unique

Si le discours dominant insiste sur la dépendance européenne, la réalité commerciale est plus nuancée. Les données de la base MERICS sur les dépendances commerciales montrent que l'Union reste effectivement très dépendante des importations chinoises, principalement sur des biens de grande consommation : au-delà du textile, il s'agit surtout de mobilier, d'appareils ménagers et d'équipements électroniques. Mais la dépendance de la Chine vis-à-vis des importations européennes, si elle a diminué, reste réelle dans des secteurs plus en amont des chaînes de valeur, comme les machines-outils ou le matériel médical. Dans une mondialisation reposant sur des chaînes de valeur fragmentées, la dépendance affichée vis-à-vis de la Chine masque souvent, en réalité, une dépendance chinoise à des intrants européens, américains ou est-asiatiques pour les composants les plus avancés, et à des intrants plus en amont venus d'Asie du Sud-Est pour le reste.

Pour réduire ses propres dépendances, l'Europe dispose de deux leviers principaux : développer des chaînes de production locales, comme elle s'y efforce dans les semi-conducteurs, les batteries ou l'hydrogène, et diversifier ses sources d'approvisionnement, notamment sur les minéraux critiques, en multipliant les partenariats à l'extérieur de la zone chinoise.

En parallèle, l'Union européenne a aussi finalisé ou réactivé de nombreux accords commerciaux, notamment celui avec l'Inde ou le Mercosur. L'Europe continue à défendre le libre-échange, mais son ouverture commerciale est désormais sous condition et révocable. Mais comprendre la relation sino-européenne suppose également de s'intéresser à la stratégie poursuivie par Pékin lui-même.

IV. Ce que prépare la Chine.

Ce que cherche réellement Pékin en Europe

L'analyse des tensions commerciales conduit souvent à présenter l'Union européenne comme un acteur réagissant aux initiatives chinoises. Pourtant, Pékin poursuit lui aussi une stratégie cohérente à l'égard de l'Europe.

Le premier objectif consiste à empêcher un alignement complet des Européens sur la politique américaine de restriction technologique. Les autorités chinoises savent que l'Union européenne demeure plus ouverte au commerce international que Washington et cherchent à préserver cette différence d'approche.

Le deuxième objectif est de maintenir l'accès au marché européen, devenu l'un des principaux débouchés pour ses excédents industriels. Alors que les États-Unis ont considérablement relevé leurs barrières commerciales, l'Europe apparaît plus que jamais comme un marché essentiel pour absorber une partie des surcapacités chinoises.

Le troisième objectif consiste à attirer capitaux, technologies et savoir-faire européens. Malgré les progrès réalisés par l'industrie chinoise, quelques secteurs demeurent dépendants d'équipements, de logiciels ou de technologies de pointe développés en Europe.

Enfin, Pékin cherche à développer une présence industrielle durable sur le continent. La stratégie ne consiste plus uniquement à exporter vers l'Europe mais à produire directement sur place grâce à des investissements industriels dans les batteries, les véhicules électriques ou les équipements énergétiques. Cette évolution permet à la Chine de contourner certaines barrières commerciales tout en s'intégrant davantage aux chaînes de valeur européennes. Cette approche explique pourquoi la Chine alterne régulièrement entre gestes d'ouverture, initiatives diplomatiques et démonstrations de fermeté. Son objectif n'est pas la rupture avec l'Europe mais le maintien d'une relation suffisamment ouverte pour préserver ses intérêts économiques et technologiques.

La riposte chinoise au « derisking » européen

Face au durcissement progressif du discours européen, la Chine ne reste pas inactive. Elle menace de représailles commerciales si l'Union venait à adopter son plan de réindustrialisation, les points de friction portant notamment sur le mécanisme de contenu local et sur le contrôle des investissements étrangers.

Le geste le plus significatif est venu début juin 2026, dans un timing qui n'a échappé à aucun observateur. Trois jours après que la Commission européenne ait tenu, le 29 mai, un débat d'orientation réaffirmant sa ligne de « derisking » tout en jugeant l'état actuel de la relation commerciale et d'investissement avec la Chine intenable et appelant à une réponse plus cohérente, Pékin a publié un règlement du Conseil des affaires d'État sur les investissements, signé par le Premier ministre Li Qiang et applicable à partir du 1er juillet. Le texte introduit plusieurs dispositifs techniques : revue de sécurité des investissements sortants, verrou sur les transferts de technologies, de services, de données et de personnel, contrôle des preuves transmises à des juridictions étrangères. Mais c'est son article 25 qui retient l'attention des chancelleries européennes : de nature plus politique, il pose les bases d'un régime chinois « anti-derisking » et anti-découplage, visant les acteurs étrangers qui interrompraient des transactions jugées normales avec des entreprises chinoises, ou qui discriminaient des investisseurs chinois. Pékin se dote ainsi, en miroir des outils européens, de son propre arsenal de représailles potentielles.

Ce que prépare le quinzième plan quinquennal

La trajectoire chinoise pour les cinq prochaines années ne laisse guère présager d'apaisement. Dans son quinzième plan quinquennal, couvrant la période 2026-2030, Pékin cherche simultanément à moderniser son appareil manufacturier, à réduire ses propres dépendances technologiques et à asseoir des positions dominantes dans les industries du futur : intelligence artificielle, robotique, semi-conducteurs, technologies quantiques, etc. Plutôt que de corriger les déséquilibres structurels de son modèle de croissance, ce plan semble surtout chercher à prolonger et intensifier la stratégie de puissance productive chinoise. Cette orientation pose une question centrale pour les économies occidentales : que se passera-t-il si les débouchés extérieurs se ferment progressivement ?

FACE À LA CHINE, L'EUROPE CHERCHE ENCORE SA LIGNE

Les États-Unis ont déjà engagé ce mouvement de fermeture, et l'Europe pourrait être tentée de suivre partiellement cette trajectoire face à la montée des surcapacités chinoises et à la pression croissante exercée sur son industrie. Car à mesure que ces surcapacités augmentent, le système chinois tend mécaniquement à exporter ses déséquilibres vers l'extérieur. Dans ce contexte, attendre un hypothétique rééquilibrage naturel du modèle chinois pourrait revenir, pour l'Europe, à voir des pans entiers de son industrie disparaître ou se fragiliser durablement avant même qu'un tel retournement ne survienne. La question n'est donc plus seulement de savoir combien de temps le modèle chinois peut tenir, mais combien de temps l'Europe peut encore se permettre d'attendre pour agir.

Conclusion : l'Europe face à un choix stratégique.

La compétition ne se limite plus aux secteurs industriels traditionnels. Les prochaines années verront également s'intensifier la rivalité dans les technologies de rupture : intelligence artificielle, robotique avancée, semi-conducteurs, informatique quantique, cloud ou infrastructures numériques.

Pour l'Europe, l'enjeu ne consiste plus seulement à protéger ses capacités industrielles existantes, mais à conserver une place dans les chaînes de valeur des technologies qui structureront l'économie mondiale de demain.

Derrière la question chinoise se joue en réalité une interrogation plus fondamentale : celle de la capacité de l'Europe à demeurer une puissance industrielle et technologique dans un monde où la compétition économique est redevenue un instrument de puissance. Le débat n'est plus de savoir s'il faut réduire certaines dépendances, mais à quelle vitesse et à quel coût l'Europe est prête à le faire.

Merci à Maurice Gourdault-Montagne pour sa relecture et ses remarques qui ont permis d'enrichir cet article.

L'Industrial Accelerator Act (IAA) va-t-il marquer un tournant ?

La Commission européenne a rendu publique en mars 2026 sa proposition d'un règlement sur l'accélération industrielle (IAA). Virage discret ou tournant majeur ?

Le texte vise à renforcer la production industrielle en Europe, avec l'objectif affiché de porter la part de l'industrie manufacturière à 20% du PIB européen d'ici 2035 (contre environ 14% aujourd'hui), avec un soutien particulier vers les secteurs énérgo-intensifs et les technologies stratégiques comme les batteries, les véhicules électriques, les technologies propres. La notion de « préférence européenne » devient progressivement un outil assumé de souveraineté économique.

L'IAA évoque plusieurs leviers : critères « Made in Europe » dans les marchés publics, contrôle renforcé des investissements étrangers directs, simplification des procédures administratives et accélération des investissements industriels.

La difficulté consiste à s'assurer que tous les États membres mettent en œuvre leurs politiques de manière cohérente entre elles et qu'elles soient ouvertes aux entreprises des autres États membres, afin qu'il y ait une concurrence au sein du marché européen, même si ces politiques établissent des conditions de concurrence équitables vis-à-vis de la Chine.

Mais il contient certaines failles. La première se trouve dans les exigences relatives aux marchés publics : une entreprise issue d'un pays qui n'est pas considéré comme un partenaire de confiance au regard de la définition de l'Union peut tout de même remporter un marché public si elle propose une offre 25 à 30 % moins chère que la meilleure alternative. Dans un contexte où la sous-évaluation de la monnaie chinoise est de cet ordre de grandeur, il s'agit d'une faille qui pourrait compromettre l'ensemble de la législation.

Le deuxième problème est que, dans sa version actuelle, l'IAA prévoit que pour les règles de contenu local, le fameux « made in Europe », l'ensemble des 76 partenaires des accords de libre-échange de l'Europe soient inclus, ce qui pourrait être une définition trop large de nature à diluer complètement les effets de cette préférence locale. Le débat sur le « Made in Europe » ne fait que commencer. Faut-il parler d'un « Made in Europe » strict ou plutôt d'un « Made with Europe » ou encore d'un « Made in Europe with Trusted Partners » ?



Le siège de la Banque populaire de Chine (People's Bank of China, PBOC) à Pékin. © iStock

La Chine est-elle de nouveau en train de bouleverser des paradigmes ? Une fois de plus les comportements chinois, cette fois sur le terrain monétaire, défient notre logique du « tiers exclu » en recourant à des systèmes de pensée échappant à des logiques semblant incontournables dans un domaine aussi balisé que la monnaie. Comme lorsque le modèle chinois a bousculé les idées reçues sur la rigidité d'un système étatique et planifié, comme lorsque l'innovation chinoise a surpris des analystes qui cantonnaient le pays à un rôle d'imitateur génial, une nouvelle donne semble faire voler en éclats un syllogisme pourtant fortement ancré dans les esprits. Il tenait en une formule simple. « Majeure » : toute nation exportatrice a besoin d'une parité de change adaptée pour maintenir sa capacité à générer des profits à l'export. « Mineure » : « l'économie chinoise ralentit encore plus fortement que ce que ses dirigeants avaient laissé entendre (ou souhaité) ». Conclusion : le taux de change chinois piloté par la Banque centrale, pour éviter un ralentissement encore plus fort de l'économie, devrait être orienté à la baisse.

Or c'est le contraire que l'on observe. Face aux devises des principaux partenaires commerciaux de la Chine, le yuan s'apprécie depuis bientôt un an. La faiblesse du dollar, constatée face à l'Euro, expliquerait tout si le yuan était explicitement indexé sur la devise américaine. La doctrine de la PBoC a toujours été d'affirmer l'existence d'un « panier de devises » par rapport auquel le yuan évoluerait.

De façon déroutante, les devises asiatiques ont toutes perdu plus de valeur face au yuan que le yuan n'en a gagné face au dollar et à l'Euro, suggérant une gestion de la parité toujours plus agile et adaptée aux circonstances, au-delà des mouvements de marché.

Il est arrivé aussi que renforcement de la parité d'une devise corresponde à un appétit pour cette devise en tant que monnaie de réserve. Acheteurs institutionnels ou investisseurs privés engrangerait ainsi un actif sûr et dont la gestion obéit à un minimum de transparence. Or le yuan ne satisfait pas tout à fait ces critères, et n'est devenu, marginalement seulement, une monnaie de réserve que grâce au consentement donné par le FMI dirigé par Christine Lagarde, en 2016, de l'accepter dans le panier du « DTS » alors que la condition essentielle de la convertibilité totale, caractéristique des autres composantes du panier, n'était pas satisfaite. En tant qu'instrument d'échanges de biens matériels ou immatériels, la réévaluation d'une devise peut résulter d'une accumulation d'excédents commerciaux libellés dans cette devise.

CROISSANCE CHINOISE FAIBLE, YUAN FORT ?

Là encore, quelques éléments observables défient la doxa. Indéniablement, la part du commerce effectué en devise chinoise a considérablement crû depuis plus de dix ans, mais, selon les statistiques de SWIFT (juin 2026) la part du renminbi dans les échanges ne dépasse pas 3%. Elle a même reculé par rapport à 2024, où elle s'est située au-dessus de 4%. Cependant, en matière de pur commerce international, la part du yuan est de 8% désormais, et l'utilisation du système de compensation « CIPS » a été multiplié par quatre en dix ans, atteignant désormais 180 000 milliards de yuan en 2025 contre moins de 50 000 en 2015. Le chemin conduisant à détrôner le dollar est encore long, tout au moins sur le plan global. Il en va naturellement autrement en ce qui concerne les partenaires privilégiés de la Chine, comme la Russie, surtout depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine : 99% des échanges entre les deux pays se font désormais en yuan, alors même que le chiffre absolu a doublé en quatre ans. La dédollarisation est surtout effective dans ces cas-là.

Nous nous sommes longtemps reposés sur la vision d'un yuan accédant progressivement à un rôle significatif en matière d'échanges commerciaux mais restant un « nain » dans le domaine des flux de capitaux, faute de libéralisation du compte de capital. L'idée d'une « division du travail » entre « principale monnaie de réserve » et « monnaie montante dans les échanges commerciaux » était somme toute rassurante.

Pour l'observateur occidental, restait le problème des excédents commerciaux chinois, battant des records d'année en année, et qui appelait des mesures de rétorsion, « tarifs », sanctions ou appels à la réévaluation. Cette partition avait été parfaitement exécutée face au Japon et dans une moindre mesure la RFA jusqu'à la mise en place des accords du Plaza en 1985. Elle était reprise depuis un moment par les administrations américaines successives, et pourrait devenir la « feuille de route » d'autorités européennes trouvant une hypothétique unanimité sur le sujet, abandonnant le triptyque de 2016, et conduisant la même Christine Lagarde à demander une réévaluation, certes plus en douceur que celle du yen après 1985. Dans une intervention du 22 juin dernier elle suggérait qu'il faudrait une appréciation de 12 à 15% de la devise chinoise (sans doute par rapport à l'Euro du moins) pour faire cesser une compétitivité artificiellement créée par la parité de la monnaie chinoise.

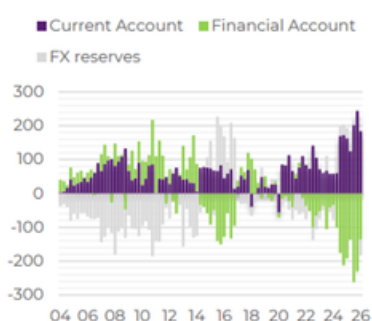
Cette injonction arrive presque trop tard : le renminbi, contre toute attente et contre toute règle établie en matière, s'apprécie, au risque supposé mais cependant pas encore matérialisé, de compromettre les excédents commerciaux chinois et donc la croissance. Contre une monnaie américaine certes structurellement faible depuis quelques mois, le renminbi s'est apprécié de 5% en un an (6,7 contre 7,1). Mais contre l'Euro, cette appréciation atteint 10%, (7,73 contre 8,4) et contre les devises asiatiques il s'agit de plus de 10% (13% contre le baht), voire de 20% (de 20 à 24).

La Chine nous a habitués à casser les codes, mais il semblerait que nous n'arrivions pas à nous y faire.

Les observateurs « historiques » des évolutions chinoises n'auront pas manqué d'être surpris par un démenti apporté relativement récemment aux scénarios élaborés depuis quelques années : jusqu'à il y a un peu moins de cinq ans, la montée du déficit public chinois laissait envisager, malgré la taille colossale de l'épargne des ménages, la possibilité d'un endettement de la Chine à l'étranger, la mettant ainsi progressivement en position nette débitrice. Cette « fatalité » s'est inversée en 2026, le montant des actifs étrangers du pays, tous détenteurs, privés et publics, confondus, est désormais supérieur à celui de son « passif ».

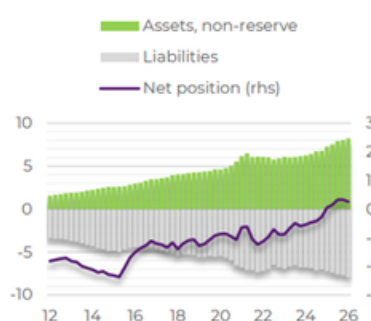
C'est ce que mettent en évidence ces graphiques très éclairants élaborés par Natixis :

Chart 1: Balance of Payments (USD bn)



Source: Natixis, SAFE. Data as of Q1 2026.

Chart 2: International Investment (USD tn)



Source: Natixis, SAFE. Data as of Q1 2026.

CROISSANCE CHINOISE FAIBLE, YUAN FORT ?

Premières hypothèses dérivées de ces constatations qui relèvent d'une évidence dérangeante certes mais incontournable :

- L'obsession du commerce n'est plus forcément prioritaire, en tout cas pas en tant qu'outil de pilotage du taux de change, comme si la position ultradominante de la machine exportatrice de la Chine pouvait souffrir les atteintes d'une appréciation de sa devise.
- La recherche d'une certaine « respectabilité » monétaire, décorrélant les fluctuations du taux de change et les besoins du commerce, a pris le pas sur tout autre objectif. Un pays à « devise forte », affichant une volonté de stabilité, peut entrer plus facilement dans le jeu de la gouvernance monétaire internationale sans se voir opposer des objections sincères ou des arguments de séance dénonçant la « manipulation » égoïste du taux de change.
- Une telle stabilité vise à l'attractivité des actifs chinois, et donc à un regain d'intérêt de la part des investisseurs offshore pour les marchés chinois, pour peu que ceux-ci proposent des produits diversifiés et transparents
- L'objectif de conquête de destinations d'investissement se substituerait ainsi à la protection ou à la recherche de débouchés commerciaux : le choix de l'appréciation préemptant la pression trop forte venue de l'étranger représenterait une sorte de « reverse Japan », dans un contexte pourtant où de nombreux observateurs avaient vu dans le Japon d'hier la Chine de demain. Là où le yen réévalué de la soumission japonaise aux injonctions du « Plaza » avait conduit le Japon *a posteriori* à chercher des revenus offshore en substitution aux revenus des exportations supposément bridées par l'« endaka », la Chine anticiperait et laisserait sa devise s'apprécier de façon à investir à l'étranger, et à acquérir les moyens de subvenir grâce à des dividendes récurrents et de formes diverses aux besoins de protection sociale de sa population vieillissante et de sa démographie déclinante.

Une analyse dénuée de biais idéologique ou cognitif devrait conduire à saluer cette évolution, que des observateurs chinois aimeraient qualifier, comme souvent, de « gagnant-gagnant », car elle a toutes les apparences d'une volonté de rééquilibrage à la fois domestique et global, tenant compte des possibles conflictualités nées d'une montée en puissance d'une Chine qui donnerait la priorité aux seuls intérêts « égoïstes » du pays. Une telle évolution serait pour l'instant moins déstabilisatrice pour le statu quo monétaire et le monde post-Bretton Woods que la dénonciation ou la menace, justifiée ou pas, d'une « guerre des monnaies » brandies parfois par Washington. Une politique monétaire aux ambitions ainsi circonscrites laisserait la place à une internationalisation « classique » de la devise chinoise, lente, accordant à la Chine sur la scène monétaire internationale un rôle certain, sans disruption ni ambition dominatrice. A la rigueur, quelques zones d'influence seraient abandonnées sans regret par le camp occidental. L'horizon sans cesse repoussé depuis plus de vingt ans d'un « yuan international » ne reculerait plus, mais la courbe asymptotique conduisant à cette internationalisation, envisagée précédemment y compris par l'auteur de ces lignes, se transformerait de façon consensuelle en trajectoire de « soft landing ».

Cependant, quelques signaux, plus ou moins faibles, doivent conduire à remettre en cause cette vision iréniste. Les relations internationales sont peut-être fondamentalement plus chaotiques que depuis 1945 : en tout cas c'est un refrain ressassé en Europe. Que cette affirmation soit fondée ou pas, la prise de conscience par les autorités chinoises qu'un « plan B » est absolument nécessaire pour préserver les intérêts désormais globalisés du pays émergé. Elle se traduit sans doute dans une évolution de la gestion monétaire. Les paradoxes relevés plus haut seraient simplement le signe que la Chine, de nouveau, rebat les cartes et envisage un monde nouveau, qu'il soit né d'initiatives chinoises ou que la Chine, dépassée par ces bouleversements, « feigne d'en être l'organisateur » ?

Une analyse (innovante et brillante comme toujours) récemment publiée par la recherche de Natixis à Hong Kong (Alicia Garcia-Herrero, 8 juillet 2026) met en évidence et surtout en relation des phénomènes suggérant que l'internationalisation de la devise chinoise prendrait un élan nouveau mais relativement atypique. Cette analyse s'interrompt délibérément au moment où les observations pertinentes qu'elle contient pourraient conduire à la prédiction d'une nouvelle forme d'ordre monétaire international, très différent de ce qui avait été envisagé dans les précédentes lectures de (« l'arlésienne ») internationalisation du yuan.

CROISSANCE CHINOISE FAIBLE, YUAN FORT ?

Ces phénomènes nouveaux sont :

- la connexion/déconnexion entre CNY et CNH et les arbitrages qui en découlent,
- le redémarrage des panda bonds,
- un début de diversification des produits financiers en RMB, favorisée par le dispositif « China Connect », pourtant déjà relativement « ancien », mais qui n'avait pas porté immédiatement de fruits aussi abondants qu'attendus lors de sa mise en place,
- en lien, indirect, avec China Connect, la capacité nouvellement octroyée à quelques institutions financières chinoises de compenser dans le système domestique chinois des yuans offshore

Le nouveau moteur alimentant ces phénomènes serait la prise en charge par les banques chinoises, et non plus seulement par le Ministère des finances, la SAFE et la Banque centrale, de la marche vers une nouvelle forme d'internationalisation.

Natixis observe la montée en puissance dans le bilan des banques chinoises des actifs libellés en yuans. Elle résulterait de l'attractivité pour les emprunteurs de taux chinois désormais plus proches, quoique plus élevés, des taux US, mais aussi de l'accélération de la tendance chez les exportateurs chinois à garder (ou à convertir) leurs recettes en yuans, créant ainsi un nouveau besoin de nouvelles classes d'actifs pour recycler ces excédents. Ces dynamiques se situent cependant dans la sphère du « CNH », c'est-à-dire de la part de la masse monétaire chinoise non domestique. On avait sans doute « enterré » trop tôt cet instrument, qui a indéniablement eu du mal à trouver sa place. Détenu par les banques chinoises, désormais traité non plus seulement à Hong Kong (où continuent de se faire 75% des échanges dans cet instrument, quand même), il monte en puissance au Royaume Uni (6,7%), et même aux Etats-Unis (3%) d'après SWIFT.

On est encore loin d'avoir affaire à une nouvelle monnaie de réserve. Mais, à son apogée internationale, le yen obtenait des chiffres comparables, alors même que son compte de capital restait théoriquement plus ouvert que ne l'est celui de la Chine aujourd'hui. La « dédollarisation » complète, mettant en cause le système post Bretton Woods, devrait inclure ce nouveau rôle pour la devise chinoise. Mais les risques que ferait jouer ce rôle ont toujours été identifiés par les autorités chinoises, car il constitue paradoxalement une forme de perte de souveraineté, en même temps qu'un instrument de puissance. La « courroie de transmission » toujours efficace que représentent des banques totalement obéissantes sont peut-être l'instrument idéal pour gérer un nouveau statut « plus international » de la devise chinoise, dont l'appréciation parfaitement maîtrisée par ailleurs permet de sortir du piège exportateur mais, aussi dociles qu'elles soient, les institutions financières ne font qu'une partie de la politique et de la création monétaires.

Devant la montée des récriminations, devant l'acceptabilité grandissante des flux d'investissements directs chinois supposés créer des emplois et de la croissance, comme on le constate dans le secteur automobile, l'appréciation du taux de change et la circulation plus fluide de la devise chinoise composent un nouveau paysage. Contrairement à l'ordre monétaire américain bâti sur la décision brutale et unilatérale du 15 août 1971, le système que contribue à créer l'entrée progressive de la Chine dans le jeu laisse la place à plusieurs scénarios : « bi-monétarisme », création de « zones » délimitées mais pas totalement hermétiques [1], recours à un « standard » nouveau qui reste à identifier, mais qui pourrait être basé par exemple sur les matières premières.

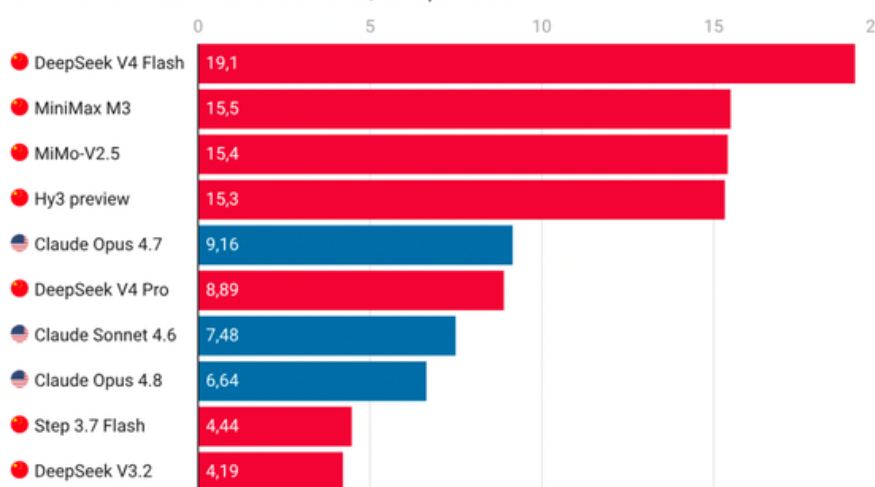
[1] Voir à ce sujet le dossier rétrospectivement amusant de l'Express en 2005, qui incluait une prospective des zones monétaires en 2025



Sur les 50 modèles d'IA les plus utilisés quotidiennement en juin 2026, 28 sont américains et 19 chinois – soit 94 % du total pour ces deux seules puissances. Le vrai message est cependant illustré par la suprématie des performances des LLM Chinois en nombre de tokens utilisés par les écosystèmes IA dans le monde. La Chine, qui ne comptait que 5 modèles dans ce classement en janvier 2025, affiche désormais 19 mille milliards de tokens pour DeepSeek V4, 15 mille milliards de tokens chacun pour MiniMax, MiMo et Hy3) et « seulement » 9 mille milliards pour le cinquième et américain Claude... Les Chinois représentent ainsi 88% du total des tokens utilisés, soit une multiplication par 3,8 en dix-huit mois. Ce chiffre, extrait de la plateforme OpenRouter et publié par Le Grand Continent le 2 juillet 2026, résume mieux que tout discours l'état réel de la compétition technologique mondiale. Il est temps de sortir des silos analytiques et de reconnaître la convergence stratégique que la Chine a engagée dès son 13e plan quinquennal.

Modèles d'IA les plus utilisés en juin

En milliers de milliards de tokens traités, sur OpenRouter.



Graphique: Le Grand Continent • Source: OpenRouter

- L'écart avec les modèles américains, comme Claude Opus 4.7, développé par Anthropic, s'explique toutefois en partie par les coûts d'utilisation inférieurs des modèles chinois, qui encouragent un usage plus intensif.
- Plusieurs start-ups américaines de la Silicon Valley ont utilisé GLM-5.2 dans les jours qui ont suivi sa sortie, notamment pour réduire leurs dépenses en matière d'intelligence artificielle ^①.

Le biais culturel et méthodologique des études de référence

Depuis plusieurs années le débat public occidental est faussé par le biais systématique des études de référence. Les éditions successives des rapports Stanford AI Index, McKinsey Global Institute, Goldman Sachs Research et un réalisé par les experts « Europe 2031 » partagent une même lacune structurelle : ils mesurent la puissance de calcul brute en téraflops, comparent des racks de data centers sans distinguer les niveaux d'utilisation effective, et ignorent les architectures frugales optimisées pour les déploiements sous contrainte énergétique ou sous embargo.

Le résultat est une distorsion spectaculaire. Le rapport Europe 2031 projette un ratio de puissance de calcul USA/Chine de 1 à 4,7. Notre analyse corrigée, croisant les données S&P Global Market Intelligence (mars 2026) et les tests de comparaison de performance, aboutit à un ratio effectif de 1 à 1,5. L'écart réel est de 50 %, non de 370 %. C'est la différence entre une Chine technologiquement dominée sur certaines variables décisionnelles et une Chine engagée dans une course à parité, ou carrément en leader sur la réalité des tokens utilisés...

La raison technique est simple : les puces chinoises (Huawei Ascend 950PR, 400-600W) sont conçues pour la frugalité énergétique, là où les GPU NVIDIA B300 consomment 1 400W pour une puissance brute supérieure. Dans les déploiements massifs sous contrainte d'approvisionnement électrique — qui sont la norme en Chine comme en Europe — le calcul effectif par watt est la mesure pertinente, non les téraflops théoriques.

Le 13e plan quinquennal : quand la Chine a décidé de ne pas choisir

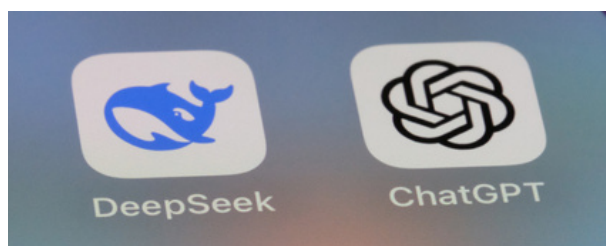
La décision stratégique fondatrice ne date pas de 2017, avec la stratégie nationale d'IA du Conseil d'État. C'est en 2016, avec le 13e plan quinquennal (2016-2020), que le Parti communiste chinois a fait un choix que ni les États-Unis ni l'Europe n'ont osé faire : traiter simultanément et de manière convergente trois technologies fondamentales — l'Intelligence Artificielle, les technologies quantiques et les registres distribués (DLT/Blockchain) — comme un seul programme unifié d'infrastructure nationale.

Prisonniers de leurs silos administratifs et de leurs cycles électoraux courts, les gouvernements occidentaux ont financé ces trois domaines séparément : des agences différentes, des appels à projets distincts, des feuilles de route sans articulation. La Chine a compris dès 2016 ce que les physiciens et informaticiens théoriques savaient depuis les années 1990 : ces trois technologies se fertilisent mutuellement de manière exponentielle avec, en prime, la fusion civile et militaire de nombreuses technologies. L'IA a besoin de la cryptographie post-quantique pour sécuriser ses modèles. Le quantique a besoin de l'IA pour optimiser le contrôle des qubits. La DLT a besoin du quantique pour résister aux attaques futures et de l'IA pour automatiser la gouvernance des « smart contracts ».

Le 14e plan quinquennal (2021-2025) a accéléré cette convergence en y ajoutant une dimension industrielle : les "nouvelles infrastructures" (*xin jichu sheshi*) incluent explicitement les data centers IA, les réseaux 5G/6G, les plateformes de calcul quantique et les infrastructures blockchain comme une seule catégorie d'investissement. Le budget alloué aux technologies quantiques dans ce plan est estimé à 15,3 milliards de dollars — soit plus de dix fois le budget fédéral américain équivalent sur la même période.

L'IA chinoise : de la copie par « distillation » à la création, puis au leadership

La rupture DeepSeek



Le 20 janvier 2025, la publication de DeepSeek-R1 a provoqué une chute de 17 % de l'action NVIDIA en une séance, effaçant mille milliards de dollars de capitalisation des sociétés technologiques en un jour. La raison de cet exploit historique et ce camouflet au plan « stargate » américain ?

DeepSeek-R1 atteignait des performances comparables à GPT-4o sur les tests de raisonnement, avec un coût d'entraînement déclaré de 5,6 millions de dollars — contre plusieurs centaines de millions pour les modèles équivalents d'OpenAI ou Anthropic, et un plan budgétaire américain à 500 milliards de dollars.

Cette frugalité est le produit direct des sanctions technologiques américaines. Privée d'accès aux GPU NVIDIA H100 depuis octobre 2022, l'équipe de DeepSeek a été contrainte d'optimiser radicalement ses algorithmes. La technique "Multi-Head Latent Attention" (MLA) et le routage "Mixture of Experts" (MoE) qu'ils ont développés permettent de réduire la consommation mémoire de manière spectaculaire.

Les sanctions américaines ont, paradoxalement, produit une innovation algorithmique que les équipes américaines, disposant de ressources illimitées, n'avaient pas eu besoin de développer. En juin 2026, DeepSeek V4 Flash est le modèle affichant les plus gros volumes de tokens utilisés sur OpenRouter — devant Claude Opus 4.7 d'Anthropic, et mérite l'appellation récurrente « DeepSeek Moment » illustrant les impacts structurels et à répétition des acteurs chinois de l'IA.

L'écosystème des 19

Les 19 modèles chinois dans le top 50 mondial proviennent de cinq familles distinctes.

- DeepSeek (High-Flyer Capital) représente la voie de l'optimisation algorithmique sous contrainte.
- Alibaba Cloud (famille Qwen) illustre la convergence entre cloud commercial et recherche fondamentale : Qwen3-235B-A22B dépasse GPT-4o sur plusieurs tests.
- Qwen3 a été déployé en orbite par ADA Space et Huawei en novembre 2025 — premier LLM orbital de l'histoire, fonctionnant sur le satellite Tianqi-19.
- Zhipu AI (GLM-5.2) se classe 3e sur le Chatbot Arena Elo (1 206 points), derrière GPT-4o et Gemini 2.0 Ultra, mais devant Claude Opus 4.7. Plusieurs start-ups américaines de la Silicon Valley ont adopté GLM-5.2 pour réduire leurs dépenses IA, selon le New York Times du 25 juin 2026.

La surprise vient de la puce BYD Xuanji A3 (4 nm, TSMC). Elle intègre un modèle mondial complet dans un « System on Chip » consommant moins de 30W, déjà déployé dans les véhicules électriques BYD qui circulent sur les routes européennes. C'est la démonstration que la convergence hardware-software pour les modèles mondiaux n'est pas réservée aux data centers — elle existe dans les voitures chinoises vendues en Europe aujourd'hui réalisant 200 millions de kilomètres de données par jour... sensiblement plus que tous les modèles mondiaux existants ou à venir (e.g. l'A.M.I.) de Yann LeCunn.

L'I.A. quantique : la frontière que la Chine a déjà franchie

La Chine a démontré la suprématie quantique à deux reprises, avec deux architectures différentes — ce qu'aucun autre pays n'a accompli.

- Jiuzhang (China Academy of Sciences) est un processeur quantique photonique : Jiuzhang-3 (2024) est 10^{24} fois plus rapide que les meilleurs algorithmes classiques sur son problème de référence.
- Zuchongzhi-3 (105 qubits, taux d'erreur 0,1 %) est comparable aux meilleures performances mondiales en architecture supraconductrice.

L'innovation la plus sous-estimée est celle des CIM photoniques de la CAS : des puces intégrant 100 000 spins photoniques dans un réseau neuromorphique fonctionnant à température ambiante — sans refroidissement cryogénique. Les performances annoncées (238 MTr/mm², -41 % de consommation) représentent, si elles sont confirmées à l'échelle industrielle, une rupture dans le rapport performance/watt qui est précisément le goulot d'étranglement des data centers IA actuels.

La convergence entre IA et quantique crée par ailleurs une vulnérabilité stratégique que la plupart des gouvernements européens n'ont pas encore totalement intégrée : la stratégie "Harvest Now, Decode Later" (HNDL). Elle consiste à collecter aujourd'hui des données chiffrées avec des algorithmes pré-quantiques (RSA, ECC) et à les déchiffrer dans 5 à 10 ans. Le piratage du fichier BERCY illustre cette vulnérabilité : des données exfiltrées aujourd'hui pourront être exploitées demain. L'ANSSI a enfin déclenché sa feuille de route PQC pour 2027, mais la migration des systèmes critiques prend 3 à 5 ans, et la question de l'accessibilité aux PME et ETI françaises reste entière, car il reste classique en France de prioriser systématiquement les mêmes acteurs.

La DLT (Technologie des registres distribués) : infrastructure invisible de la puissance chinoise

La Blockchain Service Network (BSN) est l'infrastructure la moins visible et la plus stratégique de la convergence technologique chinoise. Lancée en 2020 sous l'égide du MIIT, elle connecte plus de 200 villes chinoises et est intégrée dans les systèmes de paiement, de traçabilité alimentaire, de gestion des droits de propriété intellectuelle et de certification des diplômes. Alibaba a franchi en 2025 une étape supplémentaire : l'intégration de la DLT dans son infrastructure d'*agentic commerce*, où des agents IA autonomes s'appuient sur une infrastructure DLT pour la traçabilité des transactions et la résolution des litiges sans intervention humaine — à l'échelle de 1,4 milliard d'utilisateurs potentiels. Plus de 200 millions de transactions d'*agentic commerce* ont été réalisées en quatre jours par la Galaxie d'Alibaba dont AliPay.

Par contraste, l'European Blockchain Services Infrastructure (EBSI) peine à dépasser le stade pilote. L'absence d'une gouvernance centralisée — évitée pour des raisons de souveraineté nationale — empêche l'EBSI d'atteindre l'échelle de la BSN. L'Europe est en retard de cinq ans sur cette infrastructure, et ce retard se creuse chaque année.

Ce que l'Europe doit comprendre, aussi vite que possible

La guerre des standards du cloud est l'angle mort le plus dangereux. Le C5 du BSI allemand et le SecNumCloud de l'ANSSI française s'affrontent au lieu de converger vers un standard européen unifié. La conséquence est paradoxale : Huawei Cloud Europe est certifié C5 depuis ses bases allemandes. Le C5 ne protège pas contre la loi chinoise de sécurité nationale de 2017, qui oblige toute entreprise chinoise à coopérer avec les services de renseignement sur demande. Les données hébergées sur Huawei Cloud Europe, certifiées C5, ne sont donc pas protégées contre un accès potentiel des autorités chinoises — alors qu'elles le seraient sous SecNumCloud.

Sur le RISC-V, la France n'est pas absente : STMicroelectronics, Thalès, Cortus, Inria et le CEA sont membres de RISC-V International. Inria, Thalès et Bull SAS/Eviden participent au projet DARE (EuroHPC JU, 240 millions d'euros, 38 partenaires). Mais la France manque d'un programme national structuré comparable au DIR-V indien (2022), au programme Xiangshan chinois (2020) ou au programme DARPA américain (2018). C'est une défaillance de coordination publique, non une absence d'acteurs industriels — et la différence est cruciale pour les leviers d'action disponibles.

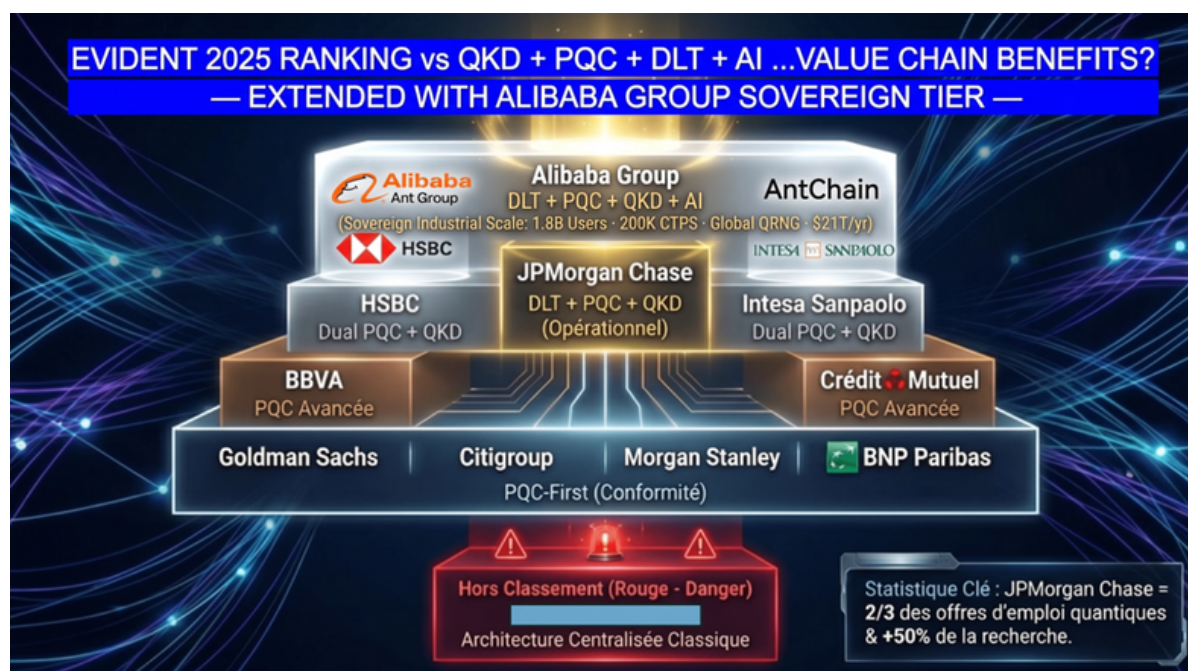
Un levier supplémentaire de performances réside enfin dans l'appropriation des neuf couches des composants de la Chaîne de Valeurs des Data Centers et de l'IA. A cet effet, il est instructif de consulter l'url ci-dessous du site internet qui est mis à jour trimestriellement et évite les manquements classiques des rapports occidentaux qui sous estiment les réalisations industrielles et commerciales de la Chine sur chacun de ces maillons de la chaîne. Quelques surprises y figurent : <https://iavaluechain-2tzjrwks.manus.space>.

Conclusion : reconnaître pour mieux agir

Reconnaître le leadership chinois sur l'IA et l'IA quantique n'est pas un acte de capitulation : c'est un préalable à une stratégie efficace. Les données sont claires : en dix-huit mois, la Chine est passée de 5 à 19 modèles dans le top 50 mondial des LLM les plus utilisés, et présente aussi 7 LLM Frontières sur le top 10 mondial. DeepSeek V4 Flash est le modèle le plus utilisé en volume de tokens sur la principale plateforme mondiale d'accès aux modèles IA. Huawei a développé une nouvelle loi de mise à l'échelle qui lui permet de progresser sans accès aux équipements ASML. L'Académie chinoise des sciences développe des processeurs photoniques fonctionnant à température ambiante. BYD intègre déjà à une échelle impressionnante des modèles mondiaux dans ses véhicules vendus en Europe.

La convergence IA + Quantique + DLT n'est pas une vision futuriste : elle est déjà opérationnelle dans les écosystèmes chinois comme c'est aussi le cas depuis 2021 avec la banque Morgan Stanley Chase (graphique ci-dessous). L'Europe doit maintenant faire le choix que la Chine a fait en 2016 — sans négliger chaque verticale en Recherche-Développement-Innovation pour traiter également ces trois domaines comme une seule infrastructure stratégique, avec une gouvernance unifiée et une feuille de route de souveraineté technologique devenant un programme d'action industrielle et non un catalogue de bonnes intentions. Le temps presse. La fenêtre de rattrapage se ferme sur ce que le rapport DRAGHI de Septembre 2024 qualifie de retard de deux décennies. Et les données le montrent sans ambiguïté.

LE LEADERSHIP CHINOIS DANS L'IA ET LE QUANTIQUE



Sources et références

- [1] Le Grand Continent, "Plus de 90 % des modèles d'IA les plus utilisés dans le monde sont américains ou chinois", 2 juillet 2026 — données OpenRouter.
- [2] The New York Times, "Chinese A.I. Models Close the Gap With Anthropic and OpenAI", 25 juin 2026.
- [3] S&P Global Market Intelligence / 451 Research, "The AI Revolution's Power Problem", Dan Thompson et al., 29 juin 2026.
- [4] Allianz Investment Management, "Code, Carbon, Kilowatts", Patrick Hoffmann & Katharina Utermöhl, 30 juin 2026.
- [5] USCC, "Two Loops: China's AI Strategy", mars 2026.
- [6] Omdia / Manoj Sukumaran, analyse Huawei Tau Scaling Law / LogicFolding, mai 2026.
- [7] RISC-V International Members Directory, tech.riscv.org/members/, consulté le 29 juin 2026.
- [8] CORDIS, projet DARE (101202459), consulté le 29 juin 2026.
- [9] Bloomberg, "Meta, Microsoft Lead \$850 Billion Boom in Data Center Leases", 24 juin 2026.
- [10] LMSYS Chatbot Arena Elo Leaderboard, lmsys.org/chatbot-arena, juin 2026.

Article dérivé de la Note Stratégique "Data Centers IA — Chaîne de Valeurs, Financement et Souveraineté" (Version 8, 1er juillet 2026).

Données vérifiées selon la grille méthodologique OCDE/Eurostat en 6 étapes (pertinence, précision, actualité, accessibilité, cohérence, complétude).

LE RETOUR DES TORTUES DE MER

PAR JEAN-BENOÎT KAEPPÉLIN, CEE HONG-KONG

Le retour de hauts talents des Etats-Unis vers la Chine, mais aussi vers d'autres pays

La Chine ne cherche plus seulement à croître plus vite, mais à dominer les technologies, les industries et les standards qui structureront l'économie mondiale des prochaines décennies. Elle place les "nouvelles forces productives" au cœur de sa stratégie industrielle. Le président Xi Jinping a même récemment appelé à redoubler d'efforts pour attirer les talents étrangers et remédier aux failles de l'écosystème d'innovation chinois, alors que l'intensification de la rivalité technologique pousse Pékin à renforcer sa compétitivité mondiale.



La "fuite des cerveaux" vers les États-Unis s'inverse, donnant naissance à un phénomène massif de retour des talents (*haigui*) ou « tortues de mer », attirés en Chine par des financements colossaux, des conditions de travail et des salaires souvent équivalents à ceux de la Silicon Valley. Ces experts fuient la rigidité des américains et le durcissement de l'environnement de recherche, du fait de la politique à courte vue du « grand deal maker » ...

Brian Stauffer (WSJ, 13 mai 2026)

Les restrictions américaines sur l'exportation de technologies de pointe, comme les semi-conducteurs, poussent la Chine à concentrer son développement en interne et à rapatrier son savoir-faire. Suite **aux perspectives de carrière et du patriotisme**, beaucoup de ces experts estiment qu'il est plus gratifiant et stimulant de développer des écosystèmes technologiques sur leur propre sol d'origine en s'appuyant sur des bases de données massives.

Selon le terme historique *xiahai* (plonger dans la mer pour intégrer des entités), 28 % des chercheurs en intelligence artificielle (IA) d'origine chinoise formés à l'étranger ont choisi de retourner travailler en Chine, pour intégrer des entités comme l'**Académie des Sciences Chinoise** (CAS) ou des **géants technologiques** (Big Tech & Start-ups).

Le plan Qiming (ou Qiming Plan, signifiant « plan Éveil ») est une initiative stratégique du gouvernement chinois conçue pour recruter et retenir les meilleurs talents scientifiques et technologiques mondiaux, en particulier ceux formés ou basés à l'étranger.

Pour assurer sa transition vers une économie axée sur l'innovation, la Chine a fait des talents de haut niveau une priorité absolue dans ses domaines de pointe et *la mobilité des talents de haut niveau* peuvent être aussi des opportunités de recrutement pour les sociétés françaises et accessoirement pour des échanges de talents.

L'innovation, et la recherche fondamentale et appliquée autour d'axes majeurs, dans les Institutions Académiques et Nationales de recherche, et auprès des géants technologiques

La Chine forme des talents technologiques exceptionnels grâce à des investissements massifs dans **la recherche et l'éducation**, et cible **en priorité l'intégration massive de l'IA (stratégie "AI+") dans toute l'économie**, le matériel médical original et les technologies de rupture, le tout soutenu par une autosuffisance technologique accrue. C'est ainsi que **les domaines de pointe** favorisés par la Chine s'articulent sur **l'innovation et la recherche fondamentale** autour d'axes majeurs et dispose de l'un des viviers de hauts talents les plus vastes et diversifiés au monde.

1. Intelligence artificielle (IA) biotechnologie, technologies quantiques et super calcul.

- **Intelligence artificielle incarnée** (Physical AI) : fusion de l'IA et de la robotique humanoïde pour l'automatisation industrielle.
- **Calcul et communications quantiques** : réseaux de communication terre-espace et de supercalculateurs.
- **Technologies 6G** : anticipation des infrastructures réseau de nouvelle génération.
- **Modèles de langage (LLM) et puces** : course à l'indépendance des semi-conducteurs et au développement d'applications d'Intelligence Artificielle Générale.

LE RETOUR DES TORTUES DE MER

2. Médecine et biotechnologies de pointe

- **Oncologie et maladies rares** : transition d'un marché de génériques vers la découverte de nouveaux médicaments originaux, notamment contre le cancer.
- **Interfaces cerveau-ordinateur (BCI)** : essais cliniques avancés pour la rééducation (motrice et spinale) et intégration dans le système de santé national.
- **Dispositifs médicaux haut de gamme** : priorité donnée aux logiciels d'aide au diagnostic IA et à la robotique chirurgicale.
- **E-santé** : déploiement à grande échelle des "hôpitaux virtuels" et de l'analyse des mégadonnées pour la couverture santé.

3. R&D et sciences fondamentales

- **Énergie du futur** : investissements dans l'énergie produite par l'hydrogène et la fusion nucléaire.
- **Fabrication intelligente** : utilisation de l'apprentissage automatique pour l'automatisation de pointe des usines.
- **Science fondamentale** : domination croissante dans la recherche universitaire (STEM) et l'indice de production scientifique mondiale.

4. Transition énergétique et aérospatiale.

- **Véhicules électriques et autonomes** : développement des taxis autonomes et des véhicules connectés, avec des exportations en pleine croissance.
- **Technologie des batteries** : Domination mondiale dans la production et le recyclage des batteries au lithium.
- **Économie de basse altitude** : Secteur majeur englobant les drones et les nouvelles solutions de mobilité aérienne.

En outre, la position de **l'Académie chinoise des sciences (CAS)** est révélatrice de la politique de soutien à la R&D. Sur des grands projets innovants, elle fait office de **principal laboratoire d'idées (Think Tank) scientifique du gouvernement** pour le développement technologique et socio-économique du pays.

Elle pilote des initiatives stratégiques nationales à l'horizon 2030, fusionnant notamment l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et la biomédecine pour révolutionner la recherche scientifique fondamentale. Par exemple, des créations de semi-conducteurs de nouvelle génération, des batteries à haute densité énergétique, ou bien de l'utilisation des plateformes de bases de données médicales pour la détection ultra précoce de maladies neurodégénératives (comme Alzheimer) et de cancers.

Les principales institutions et centres de **recherche d'avant-garde** se structurent ainsi autour de plusieurs piliers.

Institutions Académiques et Nationales.

1. Académie chinoise des sciences (CAS) : véritable pilier de la recherche fondamentale et appliquée en Chine.

- **Institut phare** : l'Institut d'automatisation de l'Académie chinoise des sciences (CASIA) est le centre névralgique de l'IA et de l'apprentissage inspiré du cerveau.
- **Institut de technologie de Shenzhen (SIAT)** : établi conjointement avec l'Académie chinoise des sciences et des institutions comme le MIT, il est à l'avant-garde des technologies biomédicales (génétique, neurosciences) et de l'informatique
- **Laboratoire Peng Cheng** : un laboratoire national majeur basé à Shenzhen, qui se concentre sur l'informatique en réseau, l'IA et les infrastructures technologiques.

2. Les pôles universitaires d'excellence.

- **Université Tsinghua** : souvent qualifiée de "MIT chinois", elle est classée parmi les meilleures institutions mondiales pour l'IA. Institut phare : l'Institut de recherche sur l'industrie de l'IA (AIR) de l'Université Tsinghua développe des modèles multimodaux de pointe, notamment dans le domaine biomédical.
- **Université de Pékin** : en tête des classements mondiaux de production de recherche en intelligence artificielle. Son Institut pour l'IA attire les plus grands talents mondiaux.

LE RETOUR DES TORTUES DE MER

- **Université Jiao Tong de Shanghai** : un centre de recherche majeur qui a cofondé des instituts appliqués pour transformer l'IA en solutions industrielles concrètes.
- **Universités d'élite** : ce pôle administre trois universités majeures, dont l'Université de l'Académie chinoise des sciences (UCAS), l'Université des sciences et technologies de Chine (USTC), et Université de Technologie de Shanghai axées sur la formation des futurs chercheurs.
- **Encadrement doctoral** : ces pôles accueillent et financent des dizaines de milliers d'étudiants de Master et de Doctorat directement au sein de leurs laboratoires.

3. Les Géants technologiques (Big Tech & Start-ups).

Pour recruter les meilleurs talents et développer leurs propres modèles, les mastodontes chinois de la tech financent des laboratoires privés de classe mondiale.

- **Baidu Research** : situé à Pékin, c'est le principal centre de R&D du géant des moteurs de recherche. Il travaille sur le traitement du langage naturel et l'informatique quantique.
- **Alibaba Cloud (Qwen)** : l'un des leaders de l'intelligence artificielle en Chine, développant des modèles d'IA open-source puissants et des outils pour la science
- **DeepSeek** : jeune start-up disruptive, elle est devenue un acteur incontournable de l'IA en défiant les géants occidentaux avec des modèles de raisonnement très performants et économes en calcul.
- **Tencent et ByteDance** : ces multinationales disposent de laboratoires de recherche dédiés à l'IA, au traitement multimodal et à la médecine intelligente.

Ces différentes entités travaillent en étroite synergie avec le gouvernement et l'écosystème technologique pour accélérer la découverte scientifique et médicale en Chine. Pour explorer les partenariats ou les opportunités offertes par ces organismes, on peut consulter directement les plateformes de transfert technologique et de recherche telles que le centre NASHENBOT ou se référer à l'encyclopédie BaiduWiki pour des informations détaillées sur l'Institut Supérieur de Technologie de l'Information du Zhejiang et de l'Université de Pékin.

Les chercheurs chinois : un atout majeur dans la R&D et l'écosystème technologique de nombreux pays.

Devenue l'un des plus grands investisseurs mondiaux en science, la Chine structure sa coopération internationale en recherche fondamentale à travers des accords bilatéraux et multilatéraux ;

Aux États-Unis : excellents dans les percées en matière de modèles de pointe, et la transformation d'idées en produits mondiaux, les chercheurs d'origine chinoise jouent un rôle majeur dans l'écosystème de la recherche américaine en **informatique** (IT), **intelligence artificielle** (AI), **médecine** et **R&D**.

Bien que le climat géopolitique actuel pousse de nombreux scientifiques à retourner en Chine, les institutions technologiques et biomédicales des États-Unis restent fortement dépendantes de cette communauté mondiale. De nombreux chercheurs chinois **travaillent et se forment** dans les principaux instituts de recherche, laboratoires de **la Silicon Valley, Seattle et Boston** qui restent dominants, et centres hospitalo-universitaires américains.

En France : les chercheurs chinois jouent un rôle croissant dans la R&D et l'écosystème technologique français. Ils sont particulièrement actifs au sein d'institutions publiques (comme le **CNRS**), des universités et dans les laboratoires de grands groupes, participant à d'importants projets bilatéraux.

La France dispose, entre autres, d'un réseau d'excellence en mathématiques et algorithmes qui attire de nombreux talents chinois, notamment à travers les **Instituts Interdisciplinaires d'Intelligence Artificielle (3IA)**, comme **l'Inria (Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique)** avec de nombreux doctorants et post-doctorats chinois, notamment au sein d'équipes associées avec l'Académie chinoise des sciences (CAS).

Cependant, dans un contexte de recherche de **souveraineté technologique**, les relations sont devenues plus encadrées. Il est à noter que l'excellence de la recherche française attire logiquement les sollicitations internationales mais cette attractivité expose aussi nos chercheurs à des tentatives de captation.

En outre, la DGSi a publié son Flash Ingérence Économique #121 consacré aux transferts non maîtrisés vers l'étranger de savoirs et savoir-faire développés par la recherche française. Ce Flash mérite une attention particulière.

LE RETOUR DES TORTUES DE MER

Au Royaume-Uni, de nombreux chercheurs, ingénieurs et universitaires d'origine chinoise travaillent au sein d'institutions d'excellence, portés par une **collaboration scientifique sino-britannique** majeure (notamment en ingénierie et informatique). Les secteurs de l'Intelligence artificielle (IA), de l'IT, de la R&D et de la médecine se concentrent principalement dans les pôles d'innovation universitaires, les instituts nationaux et les filiales d'entreprises technologiques globales.

Les universités du "**Triangle d'Or**" (Londres, Oxford, Cambridge) concentrent la plus grande part de talents chinois en R&D grâce à des laboratoires codirigés et des financements mixtes.

Cependant les retours des talents (haigui) ou « tortues de mer » vers la Chine, s'accroissent aujourd'hui plus rapidement.

Singapour et Malaisie, ces deux plaques tournantes sont les plus dynamiques d'Asie du Sud-Est pour la R&D en informatique (IT), Intelligence Artificielle (AI) et médecine. Grâce à des politiques d'immigration attractives, des financements massifs et une forte proximité culturelle, de nombreux chercheurs, ingénieurs et universitaires de nationalité chinoise (RPC) y travaillent ou y collaborent activement.

Singapour dispose d'un écosystème de classe mondiale, largement soutenu par le gouvernement à travers son plan national pour l'IA (NAIS 2.0) et le programme de supercalculateurs ASPIRE 2B. Les scientifiques chinois y collaborent fréquemment via des projets bilatéraux comme le *Singapore-China Joint Flagship Project*.

La « **National University of Singapore** » est parmi les meilleures universités mondiales en IA. Les laboratoires sont co-dirigés par des professeurs d'origine chinoise.

La Malaisie s'est positionnée comme un acteur majeur de l'IA et de la tech, via des partenariats officiels renforcés avec la Chine, au sein des **instituts gouvernementaux (MOSTIs) et des universités de recherche** : l'université (**USM**) à Penang accueille une très forte communauté d'étudiants et de chercheurs chinois travaillant sur des thèses doctorales en IT et sciences.

Le recrutement et l'échange des cerveaux.

Le recrutement des talents de pointe chinois suit des logiques bien distinctes, selon qu'il s'opère en Chine ou hors de Chine, dictées par l'écosystème numérique, les attentes culturelles et les politiques publiques.

Les professionnels des ressources humaines qui recrutent des chercheurs de très haut niveau, en Chine ou à l'International, savent qu'il est indispensable de se concentrer d'abord sur les stratégies, puis vers des plateformes spécialisées, des institutions, des réseaux académiques d'excellence et des cabinets de recrutement chinois ou internationaux.

L'identification de ces profils spécialisés ou hyperspécialisés repose aujourd'hui sur l'IA pour identifier les talents de pointe. La méthode de recrutement qui semble la plus efficace, consiste à s'adresser directement aux **laboratoires et départements**, vers les **plateformes spécialisées**, les **hubs technologiques**, les **universités d'élite** mondiales qui publient le plus grand nombre d'articles dans des **conférences internationales** et des **revues de premier plan** (telles que IEEE, CVPR, NeurIPS et Nature Index). A noter également la plateforme ResearchGate, le plus grand réseau social pour les chercheurs. Idéal pour identifier les auteurs de publications scientifiques récentes et les contacter directement.

Les bases de données académiques, comme Google Scholar ou ArXiv permettent de rechercher les articles dont le dernier auteur ou le premier auteur sont des universitaires chinois dans le domaine requis.

Les classements en informatique : CSRankings, permettent d'évaluer les meilleures institutions et **les meilleurs professeurs au monde** par sous-domaines spécifiques de l'IA, afin d'identifier où se trouvent les meilleures équipes. Sont exploités également les réseaux professionnels et académiques chinois.

Les cabinets de recrutement scientifiques permettent d'identifier des profils pointus (IA/IT, biotechnologies, R&D), directement en Chine ou dans la diaspora européenne, américaine ou asiatique.

Il est nécessaire de s'orienter vers des cabinets disposant d'une pratique « **Healthcare & Tech ou Deep Tech** », qui connaissent les particularités du recrutement de médecins et de chercheurs en IA (titres de séjour, laboratoires hôtes, financements).

LE RETOUR DES TORTUES DE MER

Le recrutement des talents de pointe chinois suit des logiques bien distinctes, selon qu'il s'opère en Chine ou hors de Chine, dictées par l'écosystème numérique, les attentes culturelles et les politiques publiques.

Les canaux opérationnels d'échange de talents pour un développement bilatéral se développent.

Près de la moitié des entreprises françaises en Chine y mènent des activités de R&D. Implanter un pôle de recherche (notamment à Shanghai ou Shenzhen) permet de recruter des doctorants chinois formés aux cycles d'innovation ultra-rapides du pays.

Les laboratoires de recherche conjoints permettent d'utiliser les coopérations institutionnelles existantes (comme les accords entre le CNRS et l'Académie des Sciences de Chine) pour **repérer les profils académiques d'excellence.**

Aller plus loin et sources :

<https://www.imd.org/ibyimd/asian-hub/chinas-2026-playbook-redefining-global-tech-industry-and-governance/> <https://techbizhub.com/news/china-tech-advancement-2026-global-innovation>

<https://www.gmfus.org/news/chinas-next-technology-push>

<https://www.i-scoop.eu/chinas-2026-five-year-plan/>

<https://www.china-briefing.com/news/chinas-industries-to-watch-in-2026/>

<https://healthpolicy-watch.news/china-long-term-care-ai/>

<https://www.nashenbot.com/fr/research-institute/>

<https://www.cnrs.fr/fr/actualite/le-cnrs-intensifie-sa-collaboration-avec-la-chine>

<https://www.ifri.org/fr/chapitre-douvrage/publications-exterieures/une-europe-fragmentee-comment-composer-avec-la-chine>

<https://opengovasia.com/singapore-launches-aspire-2b-supercomputer-to-expand-national-ai-and-research-capabilities/?c=my>

<https://www.academicjobs.com/cn>

<https://www.youtube.com/watch?v=Dul0N8Po-yE>

<https://www.dgsi.interieur.gouv.fr/transferts-non-maitrises-vers-letranger-de-savoirs-et-savoir-faire-developpes-par-recherche>



Un institut né avec la République populaire de Chine, taillé pour rattraper l'Occident

La Chinese Academy of Sciences (CAS, 中国科学院) est fondée le 1^{er} novembre 1949, quelques semaines à peine après la proclamation de la République populaire de Chine. Elle est placée directement sous l'autorité du Conseil des Affaires d'État (l'équivalent du gouvernement chinois), en fusionnant divers instituts dont l'ancienne « Academia Sinica » fondée en 1928. Son premier président, GUO Moruo, est une figure singulière : poète, dramaturge, archéologue et homme politique, il dirige l'institution jusqu'à sa mort en 1978, incarnant déjà la porosité entre sciences et pouvoir, ce qui caractérise la CAS jusqu'à aujourd'hui.

Dès l'origine, sa mission est clairement politique. Le Programme commun de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CCCCP) de septembre 1949 assigne aux sciences naturelles un rôle : servir la construction de l'industrie, de l'agriculture et de la défense nationale. 77 ans plus tard, cette feuille de route n'a pas changé de nature, mais seulement d'échelle : la CAS est aujourd'hui le bras armé scientifique de la stratégie chinoise d'autonomie technologique.

Un président-chimiste, également haut cadre du Parti

Depuis décembre 2020, la CAS est présidée par HOU Jianguo, chimiste et physicien de formation. Né en octobre 1959, titulaire d'un doctorat en physique-chimie, il a mené des recherches sur les nanomatériaux et la microscopie à effet tunnel, avec des passages remarquables à l'Académie des sciences soviétiques, à l'Institut de recherche sur la structure de la matière du Fujian, ainsi qu'à UC Berkeley et l'Oregon State University aux États-Unis.

Son parcours illustre la porosité entre sciences et appareil d'État, ce qui caractérise les hauts responsables scientifiques chinois. Après avoir dirigé l'université des sciences et technologies de Chine de 2005 à 2015, il devient vice-ministre des Sciences et de la Technologie, puis vice-secrétaire du Parti de la région autonome du Guangxi, avant de rejoindre la direction de la CAS en 2018. Il siège aujourd'hui au Comité central du Parti communiste chinois et au Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale : un cumul de responsabilités scientifiques et politiques qui n'a pas d'équivalent dans les grandes agences de recherche occidentales.

Le plus grand organisme de recherche du monde

La CAS n'est pas un institut mais plutôt une nébuleuse : plus de 100 instituts de recherche, une douzaine d'académies régionales, 3 universités et une douzaine d'organisations de soutien, le tout réparti dans 23 provinces chinoises. Elle emploie plus de 60 000 chercheurs et personnels scientifiques, encadre près de 79 000 étudiants de troisième cycle, et publie plus d'articles scientifiques que toute autre institution au monde selon le « Nature Index ».

Son champ d'action couvre la quasi-totalité des sciences, des sciences appliquées, médicales, naturelles, en passant par la biologie, la chimie, la physique, les sciences environnementales et sociales. Parmi ses réalisations les plus emblématiques : le radiotélescope FAST, le plus grand au monde ; ou encore des percées récentes en semi-conducteurs, avec une puce mémoire neuromorphique développée conjointement avec l'université de Pékin, présentée comme 478 fois plus rapide qu'un GPU NVIDIA A100 pour certaines tâches. La CAS pilote aussi des programmes emblématiques comme la station spatiale chinoise ou le réacteur à fusion expérimental EAST.

Un incubateur industriel autant qu'un laboratoire

En 2014, la CAS lance sa réforme la plus profonde depuis sa création, la « Pioneer Initiative », qui restructure l'ensemble de ses unités en quatre catégories (académies d'innovation, centres d'excellence, centres de méga-sciences et instituts spécialisés). L'objectif est explicite : accélérer la conversion des découvertes scientifiques en applications commerciales rentables.

Car la CAS est aussi, et c'est un fait souvent moins connu, un investisseur et un incubateur d'entreprises de premier plan. Ses instituts peuvent créer des sociétés commerciales dans lesquelles les chercheurs-fondateurs restent souvent actionnaires, tout en conservant des liens étroits avec l'institution mère (projets de recherche communs, personnel partagé, accès à l'expertise technique). Parmi les entreprises soutenues à un moment de leur histoire par l'écosystème CAS, figurent le concepteur de puces d'intelligence artificielle CAMBRICON ou encore le fabricant d'ordinateurs LENOVO. Ses revenus d'activités commerciales ont bondi de plus de 20 milliards de RMB en cinq ans, pour atteindre 71,3 milliards de RMB (environ 9,2 milliards d'euros), tandis que son budget de recherche scientifique et technologique pour 2026 est fixé à 144,7 milliards de RMB (environ 18,7 milliards d'euros), soit près d'un tiers de l'ensemble du budget central chinois consacré à la recherche.

Le « nerf de la guerre » : la chasse aux talents et leur formation

C'est sur le terrain des talents que la CAS a construit l'un de ses instruments les plus puissants. Dès 1994, elle lance le « Hundred Talents Program », avec un objectif initial modeste (recruter une centaine de chercheurs chinois expatriés ou déjà présents en Chine avant la fin du siècle), mais qui deviendra le prototype de tous les grands programmes nationaux de rapatriement de talents, au premier rang desquels le fameux « Thousand Talents Plan » lancé en 2008.

Ces programmes offrent bien plus qu'un salaire attractif : logement, budget de recherche dédié, poste de direction, prestige académique immédiat. Le phénomène s'est nettement accéléré ces deux dernières années : au moins 85 scientifiques en poste aux États-Unis ont rejoint à temps plein des institutions chinoises depuis le début de l'année 2024, plus de la moitié d'entre eux en 2025 seulement, dans un climat marqué par les coupes budgétaires et le durcissement du contrôle des chercheurs étrangers outre-Atlantique. Pékin a par ailleurs annoncé la création d'un nouveau visa scientifique, le « visa K », entré en vigueur le 1er octobre 2025, pour faciliter l'installation de jeunes talents étrangers.

Ce qui distingue la CAS de ses équivalents étrangers

Contrairement à des institutions occidentales comparables comme les National Institutes of Health américains ou la Max-Planck-Gesellschaft allemande, la CAS cumule quatre fonctions que la plupart des pays répartissent entre organismes distincts : opérateur de recherche, conseiller scientifique du gouvernement, investisseur industriel et, pour certains de ses instituts, partenaire de défense. En Chine même, la CAS se distingue de sa sœur cadette, la *Chinese Academy of Engineering* (CAE, fondée en 1994) : cette dernière ne mène pas de recherche propre et se limite à un rôle consultatif de très haut niveau, tandis que la CAS reste le plus grand opérateur de recherche du pays.

Cette concentration inhabituelle de pouvoirs, combinée au prestige du titre d'académicien et à un accès direct à la plus haute sphère politique chinoise, est précisément ce qui rend la CAS si puissante, selon des chercheurs du *think tank* américain RAND ayant étudié ses liens avec l'armée. Le *think tank* a ainsi identifié 17 instituts CAS comme partenaires de défense de premier rang de l'Armée populaire de libération, un rôle qui peut inclure des contrats militaires, des brevets à usage défense ou du conseil auprès d'organes de l'APL. Seuls 11 instituts CAS ont pour l'instant été ajoutés à la liste noire commerciale américaine (*Entity List*), ce qui, selon RAND, souligne à quel point l'ampleur réelle des activités militaires de la CAS reste mal connue du public.

Une opacité croissante à l'heure des tensions technologiques

Fait révélateur, la CAS ne publie plus aucun plan quinquennal détaillant ses priorités stratégiques depuis son dernier plan couvrant la période 2016-2020. Alors que la Chine s'engage, avec son 15^{ème} plan quinquennal, dans une course encore plus affirmée à la suprématie scientifique et technologique, la part de responsabilité confiée à la CAS ne devrait faire que croître, tout comme l'attention des chancelleries occidentales sur une institution dont on commence tout juste à mesurer l'ampleur réelle : à la fois université, laboratoire, fonds d'investissement et, en partie, sous-traitant de la défense chinoise.

Sources :

- The Long Arm of the Chinese Academy of Sciences, The Wire China, juin 2026
- Chinese Academy of Sciences - Wikipedia
- Founding - Chinese Academy of Sciences (site officiel)
- HOU Jianguo - Chinese Academy of Sciences (site officiel)
- Hou Jianguo - Wikipedia
- On CAS Pioneer Initiative, National Science Review / Oxford Academic
- Remaking the Chinese Academy of Sciences, Science (AAAS)
- 2019 Chinese Academy of Sciences Talent Program Guide, CSET Georgetown
- How China is vying to attract the world's top scientific talent, Nature
- How does China's bold talent recruitment shaped science, Nature
- In the race to attract the world's smartest minds, China is gaining on the US, CNN
- University of the Chinese Academy of Sciences - Wikipedia
- BRI Drives China-Africa Exchange of Knowledge - Chinese Academy of Sciences
- Chinese investments fuel growth in African science, Nature
- Chinese Academy of Engineering - Wikipedia
- China's AI Chip Landscape 2026 / brain-mimicking chip, South China Morning Post
- China charts path to global competitiveness in chips and AI for next five-year plan, SCMP

25 ANS D'OUVERTURE, 13 ANS DE BRI

LE MANDARIN ET LA GÉOPOLITIQUE COMMERCIALE MONDIALE (3)

PAR CHRISTOPHE GRANIER, CCE OCCITANIE ET EMMANUEL VERON, CCE PARIS

Dans deux articles publiés dans les numéros 70 et 71 de la *Lettre de La Chine Hors les Murs*, nous avons envisagé l'évolution des corridors terrestres (ceinture) et maritimes (route) reliant la Chine à l'Europe, tels que définis dans la nouvelle « Route de la Soie » déclarée comme objectif prioritaire par le pouvoir chinois en 2013.

Les points de départ domestiques de ces réseaux sont les bases de production et de stockage des biens et marchandises sur le territoire et dans les ports de Chine. Analysées et jaugées depuis les origines de l'Empire dit « du Milieu », les contraintes de la géographie font de l'environnement maritime immédiat de ces bases une zone stratégique à sécuriser et à explorer pour trouver des débouchés commerciaux. Pour cette raison, au cours de la longue histoire chinoise, les eaux et terres voisines ont toujours fait l'objet d'interventions diplomatiques, militaires et commerciales fréquentes de la part de Pékin.

Comme partout sur terre, la migration des peuples a joué un rôle majeur dans l'évolution multiséculaire de la zone. La frange maritime sud de la Chine, du Vietnam jusqu'au golfe de Bohai, a semble-t-il été la patrie d'origine de peuples austronésiens, lentement mais sûrement rejetés à la mer par l'expansion de ceux qui se réclament de l'ethnie han qui occupe la majorité du territoire chinois actuel. Taiwan, les Philippines, l'Indonésie et la Malaisie sont peuplées de ces cousins exilés de Chine de longue date, qui, au contact d'autres influences comme celle de l'Inde, ont créé leurs propres civilisations, parfois assez avancées culturellement pour mériter de la part de leurs voisins chinois un intérêt soutenu doublé d'emprunts technologiques rétroactifs. A Java, les murs de Borobudur sculptés aux VIII^e et IX^e siècles représentent par exemple des navires hauturiers d'une complexité jamais atteinte par les constructeurs navals du Continent à cette époque, qui seront copiés par les chantiers chinois.



Bas-relief du temple Borobudur datant du VIII^e siècle, à Java, montrant un voilier, qui sera copié par les chantiers chinois © iStock

Sous les dynasties Han et Tang, les échanges prennent une dimension croissante : soieries, céramiques et métaux chinois circulent vers le Sud, tandis que des produits exotiques comme les épices, les perles, les bois précieux ou les aromates arrivent en Chine. Les ports de Canton (Guangzhou), Quanzhou ou plus tard Fuzhou deviennent des centres majeurs d'un commerce maritime ouvert sur la mer du sud. À partir des dynasties Song et Yuan, l'importance du commerce maritime augmente considérablement ; les marchands chinois s'installent dans les grands ports d'Asie du Sud-Est, créant des communautés diasporiques qui deviendront les ancêtres des populations chinoises d'outre-mer (huaqiao). Ces réseaux jouent un rôle essentiel dans la circulation des marchandises, des capitaux et des savoirs.

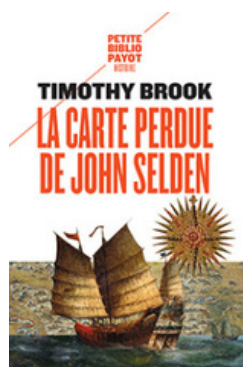
Une fois ouvertes, les routes se referment rarement. Les migrations chinoises vers le sud ont continué au cours des siècles, tout en gardant un fort caractère national les rattachant à la Chine traditionnelle et sa culture recodifiée au XIX^e siècle sous la dynastie Qing. Aux XIX^e et XX^e siècles, des millions de Chinois quittent les provinces côtières du Fujian et du Guangdong pour travailler dans les plantations, les mines, le commerce ou les activités portuaires d'Asie du Sud-Est. Ces communautés contribuent au développement économique régional et forment dans certains états – et dans les principales villes-comptoirs – des colonies « han » importantes si ce n'est dominantes, escadrons avancés de la pénétration chinoise. Leur activisme – et plus simplement leur succès économique lié aux réseaux qu'ils commandent – a parfois provoqué des manifestations de rejet violentes, resserrant paradoxalement leurs rangs dans un sentiment d'appartenance au pays d'origine, quelle que soit la gouvernance de ce dernier.



Sous la dynastie Sui (581-618), la Route de la soie maritime trace ses premiers itinéraires commerciaux depuis la ville côtière de Quanzhou, dans le sud-est de la Chine © iStock

Les projets chinois d'expansion, à base économique pour la plupart d'entre eux, se développent naturellement dans cette zone de la mer méridionale, longtemps et souvent parcourue par les commerçants chinois, à la différence des mers ouvertes que sont le Pacifique nord et sud et l'océan Indien. Avant les grandes mais rares expéditions Ming du XVe siècle, peu de navires chinois franchissaient les détroits pour gagner les mers extérieures, leurs commanditaires préférant transborder les marchandises sur des vaisseaux étrangers. Il en est résulté un monde clos, allant de Canton à Java du nord au sud et de l'Annam aux Philippines d'ouest en est, dans lequel la densité du commerce chinois et le contrôle des routes a engendré un sentiment de possession réel, difficile à remettre en cause par les autres pays souverains. Par le système du tribut contre protection et une doctrine diplomatique du *diviser pour régner*, la cour impériale de Pékin a réussi à maintenir sa suzeraineté sur la zone de façon si efficace que la République populaire a suivi ses traces sans aucune hésitation.

Dans ce cadre, la politique chinoise récente – dans laquelle une fierté légitime des succès enregistrés se double d'une résistance rancunière vis-à-vis de l'Occident – trouve en mer de Chine méridionale un théâtre préférentiel d'exercice du pouvoir. La proximité crée le besoin ou l'envie, et les tentatives de colonisation des îles et de sujétion des pays voisins se sont multipliées, encouragées par une quasi-absence d'opposition. Pékin a mis beaucoup de moyens dans ses manœuvres en utilisant une flotte considérable pour submerger pour ainsi dire la mer.



Les objectifs sont multiples, de l'exploitation des ressources maritimes naturelles (pêche, énergie, métaux, hydrocarbures) au contrôle absolu des flux commerciaux et d'information (couloirs maritimes, câbles sous-marins). La note ci-après tente de faire un point d'étape sur cet « Océan du sud » (Nanyang), région d'intérêt majeur pour le gouvernement et les agents économiques chinois ; avec les projets d'infrastructure menés à bien et en projet, le lien de sujétion que Pékin tisse dans la zone est le reflet de préoccupations anciennes mais démontre l'intérêt que la mer de Chine méridionale représente pour les projets à long terme du nouvel empire du milieu.

Ce livre est une référence bibliographique pour l'histoire du Nanyang

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

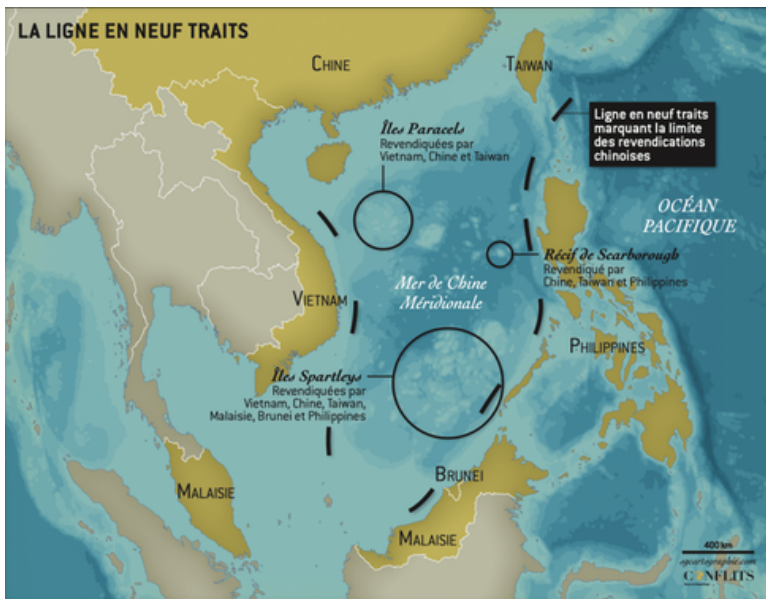
PAR CHRISTOPHE GRANIER, CCE OCCITANIE ET EMMANUEL VERON, CCE PARIS

La mer de Chine méridionale représente une superficie de 3,5 millions de km², soit seulement 1/3 de la surface continentale de la Chine. Ses huit pays riverains ont une superficie totale de 3,8 millions de km² et leur population cumulée atteint 640 millions d'individus, soit 45% de la population chinoise totale. Nains en comparaison de leur puissant voisin, ces pays ont une longue expérience de relations de sujétion. Seule l'Indonésie peut se prévaloir d'une place spécifique par son poids démographique et sa situation de seuil vers les mers extérieures.

Les zones maritimes : un enjeu vital

Mer intérieure ceinturée d'un chapelet d'îles disposées idéalement pour assurer une défense efficace, la mer de Chine méridionale présente le désavantage d'un milieu fermé sur lui-même. Thaïlande, Malaisie, Indonésie et Philippines ont en revanche des côtes ouvertes sur l'extérieur. Pour sortir de la zone, les flottes chinoises doivent franchir des chokepoints stratégiques :

- Au nord, le détroit de Taiwan communiquant avec la mer de Chine orientale, elle-même ceinturée d'îles et débouchant au nord sur le détroit de Corée défendu par les îles de Cheju et Tsushima, à l'est sur la chaîne d'îles japonaises de Senkaku jusqu'à Okinawa,
- A l'ouest, le détroit de Malacca entre Malaisie et Indonésie, dont le fameux « dilemme » est devenu à la mode depuis la crise des hydrocarbures du Moyen-Orient,
- Au sud, les passes entre les îles indonésiennes, peu praticables à l'exception du détroit de Lombok entre cette dernière île et Bali, dont le profond talweg correspondant au sillon intercontinental entre les plaques eurasiennne et océanienne permet le passage discret des sous-marins des principales puissances maritimes mondiales.



Les revendications de Pékin et les études de stratégie internationale ont généralisé dans la littérature géopolitique la notion de lignes successives d'îles formant autant de limites plus ou moins infranchissables pour l'expansion chinoise. De son côté - et bien qu'elle ait ratifié comme les autres pays riverains la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS 3) définissant les zones d'exclusion économique jusqu'à 200 miles, la Chine considère cette mer comme sa « Porte sud ». Ses visées incorporent une vaste zone décrite comme une « langue » (Emmerson, 2010). Cette langue recouvre la majorité de la Mer de Chine méridionale et se superpose aux ZEE des autres pays riverains et dans certains cas à leurs mers territoriales.

Elle est désignée par les auteurs de langue anglaise par l'expression « Nine Dash Line » (Rosenberg, 2010), ligne discontinue hypothétique à 9 traits (élargie à « 10 traits », incluant Taïwan) courant du sud-ouest de l'île de Hainan jusqu'au large oriental de Taïwan en longeant de près la côte malaise nord de Bornéo.

En 2016, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a rendu une décision dans le différend opposant les Philippines à la Chine concernant la mer de Chine méridionale. Elle a conclu que les revendications maritimes chinoises fondées sur la « ligne en neuf traits » n'avaient pas de base juridique au regard du droit international. La Chine a toutefois rejeté cette décision et ne l'a pas reconnue, précisant que la Cour n'était pas compétente...

Depuis le début des années 2010, la Chine conduit en mer de Chine méridionale une stratégie de transformation de l'environnement géostratégique sans équivalent depuis la guerre froide. Fondée sur une combinaison de poldérisation, de militarisation et d'emploi de moyens civilo-militaires, cette politique vise à consolider le contrôle de Pékin sur ce vaste espace maritime semi-fermé, cerné par un réseau américain d'alliances et de capteurs sous la mer.

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

Pékin développe un réseau d'infrastructures duales (civiles et militaires) dans le cadre de l'Initiative des Nouvelles Routes de la Soie. Le port de Ream, au Cambodge, modernisé avec un financement chinois estimé à plus de 300 millions USD, en est l'exemple majeur. Les nouvelles installations permettent l'accueil de bâtiments militaires de fort tonnage et renforcent la capacité de projection de la marine chinoise dans le golfe de Thaïlande.

Au Myanmar, les investissements dans le port en eau profonde de Kyaukpyu, relié au Yunnan par un corridor énergétique comprenant deux oléoducs et gazoducs de près de 800 kilomètres, offrent à Pékin un accès stratégique à l'océan Indien tout en limitant sa dépendance au détroit de Malacca. En parallèle, plusieurs ports commerciaux de la région, notamment en Malaisie et en Indonésie, présentent un potentiel logistique mobilisable en cas de crise.

L'influence militaire chinoise s'appuie également sur les exportations d'armements. Entre 2019 et 2023, la Chine figurait parmi les principaux fournisseurs d'équipements militaires en Asie du Sud-Est. Le Myanmar, la Thaïlande et le Cambodge ont acquis des blindés, des systèmes de défense aérienne, des drones, des frégates, des corvettes ainsi que des avions de combat chinois. Pékin multiplie également les exercices militaires conjoints, les formations d'officiers et les coopérations en matière de cybersécurité et de renseignement.

Face à cette montée en puissance, les États de la zone adoptent des stratégies différenciées. Les Philippines renforcent leur coopération avec les États-Unis et le Japon, tandis que le Vietnam accélère la modernisation de sa marine et de ses capacités de déni d'accès. Singapour développe des partenariats de défense avec plusieurs puissances extérieures afin de préserver l'équilibre régional. Les dépenses militaires cumulées des pays d'Asie du Sud-Est dépassent désormais 55 milliards USD par an, traduisant une dynamique de réarmement alimentée par les tensions sino-américaines.

Ainsi, le développement militaire chinois en Asie du Sud-Est ne repose pas uniquement sur la présence de forces armées, mais sur un dispositif intégré associant infrastructures portuaires, bases avancées, équipements militaires, coopération sécuritaire et influence économique. Cette stratégie renforce durablement la capacité de projection de Pékin.

Cet espace maritime est également l'objet d'un déploiement civilo-militaire acteurs étatiques (recherche océanographique, météo - Pékin possède la plus haute tour d'observation environnementale en mer de Chine méridionale, a annoncé l'Administration météorologique chinoise de surveillance, d'observation et de contrôle maritime, cartographie sous-marine, milices de pêcheurs, garde-côtes).

Au-delà des différends de souveraineté, la mer de Chine méridionale constitue un espace économique stratégique. Elle concentre des ressources halieutiques majeures, des réserves potentielles d'hydrocarbures et des minerais marins, tout en supportant près de 30 % du commerce maritime mondial, soit un flux annuel estimé entre 3 000 et 5 300 milliards USD.

- La pêche représente l'enjeu économique le plus immédiat. La mer de Chine méridionale fournit 10 à 12 % des captures mondiales, avec une production annuelle comprise entre 10 et 12 millions de tonnes. Plus de 3,5 millions de pêcheurs des États riverains en dépendent directement, et les ressources halieutiques assurent une part essentielle de la sécurité alimentaire de près de 300 millions d'habitants. L'épuisement progressif des stocks accentue les tensions entre la Chine, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie, chaque État cherchant à sécuriser ses zones de pêche.
- Les ressources énergétiques constituent le second levier stratégique. Selon les estimations de l'U.S. Geological Survey (USGS) et de l'Energy Information Administration (EIA), les réserves prouvées et probables atteindraient environ 11 milliards de barils de pétrole et 190 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel (près de 5 400 milliards de m³), même si les estimations chinoises sont sensiblement plus élevées. L'exploitation demeure toutefois limitée par les contentieux territoriaux et les risques politiques. Les principaux opérateurs nationaux sont les compagnies chinoises CNOOC, CNPC et Sinopec, auxquelles s'ajoutent PetroVietnam, Petronas (Malaisie), PNO Exploration Corporation (Philippines) et Pertamina (Indonésie). Plusieurs majors internationales - ExxonMobil, Chevron, Shell, TotalEnergies, Eni ou Mitsui - ont participé ou participent à certains projets offshore mais plusieurs concessions ont été retardées, suspendues ou abandonnées sous la pression diplomatique et maritime exercée par Pékin.

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

- Les fonds marins recèlent également des nodules polymétalliques, des sulfures hydrothermaux et des encroûtements riches en cobalt, nickel, cuivre et terres rares, ressources susceptibles de renforcer à terme l'intérêt stratégique de la zone dans le contexte de la transition énergétique. Le contrôle de ces ressources explique en partie la stratégie chinoise de militarisation des archipels des Paracels et des Spratleys. En consolidant sa présence militaire, Pékin cherche à sécuriser son accès à des ressources critiques, à soutenir ses entreprises nationales et à renforcer sa capacité de coercition économique vis-à-vis des États riverains. Les ressources naturelles sont ainsi devenues un multiplicateur de puissance, au croisement des enjeux de souveraineté, de sécurité alimentaire, d'indépendance énergétique et de compétition stratégique dans l'Indopacifique.

Les routes commerciales et d'information, branches de la « Route de la Soie »

Le transport maritime d'énergie, matières premières et marchandises à destination et en provenance de la Chine représente pour Pékin une priorité politique de premier degré.

Le transport d'information par câbles sous-marins est devenu une nécessité géostratégique. Dans son numéro 70, la lettre de la Chine hors les murs s'est récemment fait l'écho des évolutions majeures dans ce domaine qui tendent à faire de la mer de Chine méridionale un lac fermé réservé aux infrastructures chinoises.

Les choke-points fermant la mer de Chine méridionale sont autant de chenaux à contrôler de façon efficace et constante pour sauvegarder les intérêts économiques chinois.

A l'intérieur même de la mer de Chine méridionale et dans son environnement immédiat, l'équipement portuaire joue un rôle primordial, donnant aux fournisseurs chinois d'infrastructures l'occasion de proposer leurs services. Terminaux d'hydrocarbures, de matières premières et de marchandises issus des pays riverains comme de ceux n'ayant pas d'accès direct à la mer (Laos) se sont récemment développés et multipliés. Des infrastructures terrestres de liaison sont nécessaires pour acheminer les biens et marchandises jusqu'aux terminaux et faciliter les flux à l'intérieur de la région. Suivant la doctrine d'origine de la Belt and Road Initiative, la Chine a proposé des financements et la construction même de réseaux et de maillages routiers et ferroviaires avec l'objectif de désenclaver des zones montagneuses moins développées.

Les investissements de China Merchants Port (CMP), COSCO Shipping Ports, China Communications Construction Company (CCCC) et China Harbour Engineering Company (CHEC) couvrent désormais la plupart des grands axes reliant la mer de Chine méridionale à l'océan Indien. Cette stratégie vise autant à sécuriser les chaînes logistiques chinoises qu'à accroître l'influence économique et diplomatique de Pékin.

Les escales et débouchés : un marché en développement constant

Le Cambodge constitue l'un des principaux points d'appui. Sihanoukville Autonomous Port bénéficie d'investissements chinois dans l'extension des terminaux, les zones logistiques et les liaisons industrielles, tandis que le complexe de Dara Sakor – développé par des entreprises chinoises – possède des infrastructures portuaires et aéroportuaires susceptibles de présenter un intérêt dual, civil et militaire.

En Malaisie, China Merchants Port détient une participation dans le terminal à conteneurs de Kuantan, situé sur la façade orientale de la péninsule. Le groupe est également associé au développement du port de Malacca Gateway, même si ce projet a connu plusieurs retards, ainsi qu'à des investissements logistiques autour de Port Klang, principal hub maritime du pays.

En Indonésie, les entreprises chinoises participent au développement du port de Kuala Tanjung sur l'île de Sumatra, destiné à devenir un hub régional sur le détroit de Malacca, ainsi qu'aux infrastructures de Bitung (Sulawesi) et aux terminaux industriels liés aux complexes sidérurgiques et de transformation du nickel dans les Moluques et les Célèbes. Ces investissements complètent les grands projets industriels sino-indonésiens, notamment dans les batteries, les véhicules électriques et le ferroviaire à grande vitesse.

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

Au Vietnam, la présence chinoise est plus limitée en raison des tensions politiques, mais des entreprises comme CCCC interviennent ponctuellement dans des projets d'ingénierie portuaire et de dragage. Les grands ports de Hai Phong et de Cai Mep-Thi Vai demeurent principalement ouverts aux investisseurs japonais, sud-coréens, singapouriens et européens.

Aux Philippines, plusieurs projets portuaires financés par la Chine ont été ralentis ou suspendus depuis le durcissement des relations bilatérales. En revanche, Singapour, premier hub portuaire mondial pour le transbordement, accueille une présence commerciale importante de COSCO Shipping, sans participation chinoise significative dans la gouvernance de la PSA Corporation, qui demeure sous contrôle singapourien.

Au total, les opérateurs chinois disposent de participations, de concessions, de contrats d'exploitation ou de construction dans une dizaine de grands ports d'Asie du Sud-Est, auxquels s'ajoutent plusieurs dizaines de zones logistiques et industrielles. Les principaux acteurs sont China Merchants Port, COSCO Shipping Ports, CCCC/CHEC, CITIC Group et, plus ponctuellement, China Railway Construction Corporation (CRCC) et PowerChina pour les infrastructures associées.

Cette présence répond à une logique de réseau. Les ports sont intégrés à des corridors ferroviaires, routiers, énergétiques et numériques, permettant à la Chine de sécuriser ses importations d'hydrocarbures, ses approvisionnements en minerais critiques et ses exportations manufacturières. Si ces investissements relèvent officiellement d'une logique commerciale, leur potentiel dual – accueil de bâtiments militaires, soutien logistique, maintenance ou ravitaillement – nourrit les préoccupations stratégiques des États-Unis et de plusieurs pays riverains. Pour Pékin, ce maillage portuaire constitue désormais un levier essentiel de sa puissance maritime et de son influence en Indopacifique.

Le Nanyang est dans le prolongement de la façade maritime et portuaire chinoise, où les grandes zones métropolitaines et portuaires forment l'armature de la géoéconomie chinoise vouée à l'export et fortement consommatrice de matières premières. En ce sens, rappelons que l'économiste Jeffrey Sachs a choisi Hong Kong et Shenzhen comme dernière étape de son voyage inspiré de Marco Polo, en raison de leur rôle majeur dans l'innovation verte et numérique. Son périple de 15 000 km vise à promouvoir la paix, la connectivité et le développement durable, tout en soulignant l'importance de la nouvelle Route de la soie. Selon lui, Hong Kong et Shenzhen sont aujourd'hui la porte d'entrée orientale du monde, jouant un rôle comparable à celui de Xi'an sur l'ancienne Route de la soie.

Partenariat régional et intégration : un marché commun d'Asie du Sud-Est ?

La création de l'ASEAN en 1967 pouvait être considérée comme une association régionale de pays excluant les grands acteurs possiblement prédateurs que sont l'Inde et la Chine. L'adhésion en 1999 des anciens États communistes a changé la donne en rapprochant Pékin de l'association.

Le Timor Oriental n'étant qu'une pièce récemment rapportée, l'ASEAN regroupe dix pays dont seulement deux n'ont pas d'accès à la mer de Chine méridionale ; le Myanmar et le Laos sont justement ceux qui ont les liens les plus étroits avec Pékin.

L'ASEAN est devenue le premier partenaire commercial de la Chine, devant l'Union européenne et les États-Unis. Cette évolution traduit une réorganisation profonde des chaînes de valeur asiatiques, accélérée par les tensions sino-américaines, la diversification industrielle régionale et l'entrée en vigueur du Partenariat économique régional global (RCEP) en janvier 2022. Regroupant les dix États de l'ASEAN ainsi que la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le RCEP constitue le plus vaste accord commercial au monde : 15 États, environ 2,3 milliards d'habitants, près de 30 % du PIB mondial et 28 à 30 % du commerce international.

Le RCEP harmonise les règles d'origine, en simplifiant les procédures douanières, en améliorant la protection des investissements et en réduisant progressivement les barrières tarifaires sur plus de 90 % des lignes douanières. Pour les entreprises chinoises, cet environnement facilite l'organisation de chaînes de production régionales intégrées et accroît leur compétitivité face aux concurrents occidentaux.

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

Le commerce bilatéral Chine-ASEAN a connu une croissance continue depuis deux décennies. Il dépasse désormais 980 milliards USD par an, soit près de quatre fois son niveau de 2010. Les exportations chinoises concernent principalement les équipements électroniques, les machines-outils, les biens intermédiaires, les véhicules électriques, les batteries lithium-ion, les panneaux photovoltaïques et les équipements de télécommunications. En retour, l'ASEAN fournit à la Chine des composants électroniques, des produits agricoles, des minerais critiques, des hydrocarbures, du gaz naturel liquéfié (GNL) et des matières premières indispensables à son industrie manufacturière.

Cette intégration passe par la fragmentation régionale des chaînes de valeur. Les entreprises chinoises localisent une partie de leur production au Vietnam, en Thaïlande, en Malaisie ou en Indonésie afin de bénéficier des règles d'origine harmonisées du RCEP, de réduire les coûts de production et de limiter les effets des droits de douane américains. Le Vietnam est devenu une plateforme majeure pour l'assemblage de produits électroniques, tandis que la Malaisie demeure un acteur clé des semi-conducteurs, la Thaïlande de l'automobile, et l'Indonésie de la transformation du nickel, métal essentiel à l'industrie des batteries.

Les investissements directs chinois s'inscrivent dans la continuité de la Belt and Road Initiative. Les corridors ferroviaires Chine-Laos, les extensions portuaires en Malaisie, au Cambodge ou en Indonésie, ainsi que les zones industrielles intégrées favorisent une connectivité régionale fortement orientée vers le marché chinois.

Pékin associe ainsi infrastructures, financements concessionnels, accords commerciaux et coopération industrielle dans une stratégie de long terme visant à structurer un espace économique centré sur la Chine.

Cette interdépendance ne supprime toutefois pas les rivalités stratégiques. Les différends en mer de Chine méridionale, les préoccupations relatives à la dépendance économique et les politiques de « de-risking » mises en œuvre par les États-Unis, le Japon ou l'Union européenne conduisent plusieurs pays de l'ASEAN à rechercher un équilibre entre coopération économique avec Pékin et diversification de leurs partenariats. Le Vietnam, les Philippines, Singapour ou l'Indonésie développent ainsi simultanément leurs relations avec les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et l'Union européenne.

Le Japon a renforcé sa présence navale en Mer de Chine du sud, notamment au travers des exercices militaires Balikatan avec les États-Unis et les Philippines. Aussi, Les États-Unis, le Japon et les Philippines défendent au contraire cette décision et renforcent leur coopération militaire face aux ambitions chinoises. Ces divergences alimentent les tensions dans une zone stratégique où plusieurs pays revendiquent des territoires et des ressources maritimes. Dans le même temps, Pékin revendique toujours plus de 80 à 85% du bassin maritime.

Le « dilemme de Malacca » existe-t-il ?

Enoncé pour la première fois en 2003 par le dirigeant chinois Hu Jintao, le « dilemme de Malacca » désigne la vulnérabilité géopolitique et économique de la Chine liée à sa dépendance envers ce détroit, corridor maritime principal reliant l'océan Indien à l'Asie orientale. Long d'environ 900 kilomètres, ce détroit représente la route maritime la plus courte entre le Moyen-Orient, l'Asie orientale et l'Europe. Son importance économique est considérable : environ 38% du commerce maritime mondial y transite ce qui représente chaque année plus de 100 000 navires. Cette voie concentre notamment les flux d'hydrocarbures, de matières premières et de produits manufacturés indispensables aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Près de 30% du pétrole transporté par voie maritime dans le monde y circule, soit plus de 23 millions de barils par jour selon les estimations récentes. C'est un passage essentiel pour les échanges commerciaux chinois et, surtout, pour ses approvisionnements énergétiques en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique. Environ 80% des importations pétrolières chinoises l'empruntent, exposant Pékin à un risque majeur : une interruption du trafic.

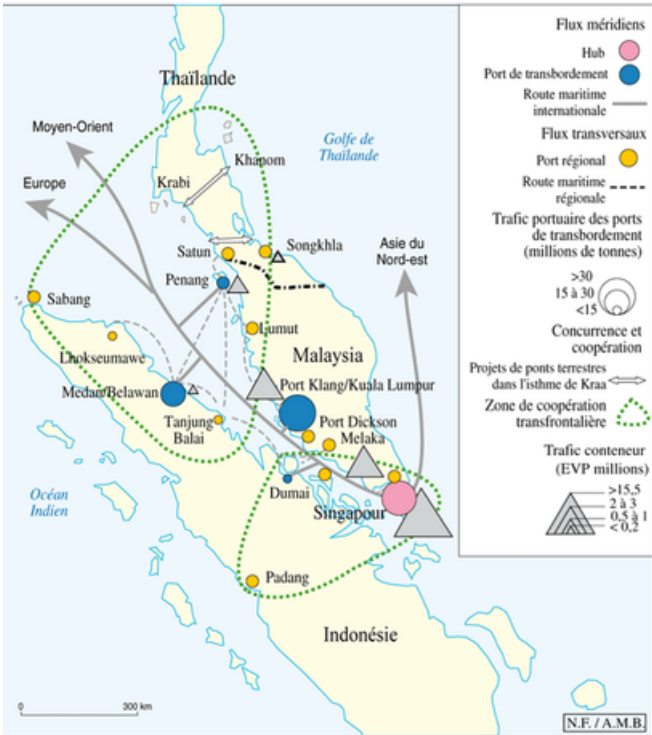


Navires au large du détroit de Malacca © iStock

Cette vulnérabilité est accentuée par la rivalité stratégique accrue entre la Chine et les États-Unis.

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

Carte 3 - Les triangles de croissance dans le détroit de Malacca



Transport et flux dans le Détroit de Malacca (© Nathalie Fau, géographe)

Cette concentration des flux crée un risque en cas de perturbation. Le détroit présente des contraintes physiques importantes : certains passages, comme le canal Phillips près de Singapour, ne mesurent qu'environ 2,7 kilomètres de largeur et certaines zones affichent une profondeur limitée à 25-27 mètres. Un accident maritime, une crise militaire, un acte de piraterie ou une catastrophe naturelle pourrait provoquer des retards importants, une hausse des coûts de transport et une tension sur les marchés énergétiques mondiaux.

Pour limiter cette dépendance, Pékin cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement et ses itinéraires. La Chine développe notamment des infrastructures terrestres et portuaires dans le cadre de la Belt and Road Initiative, comme les corridors énergétiques reliant le territoire chinois à l'Asie centrale, au Pakistan, à la Birmanie ou à la Russie.

Elle renforce également ses capacités navales afin de protéger ses intérêts maritimes. Cependant, ces alternatives restent limitées : les routes terrestres sont plus coûteuses et moins capables d'absorber les volumes transportés par voie maritime. Le détroit de Malacca demeure donc un passage incontournable pour l'économie chinoise.

L'Asie du Sud-Est, principal espace de projection économique de la Chine.

Pays	Commerce bilatéral avec la Chine (Mds USD)	Solde commercial avec la Chine (2025, Mds USD)	Principales exportations vers la Chine	Principales importations depuis la Chine	IDE chinois (stock/projets récents)	Prêts et financements chinois	Principaux accords et cadres
Vietnam	>260	≈ -85 à -95	Électronique, téléphones, composants, produits agricoles	Machines, composants électroniques, acier, produits chimiques	Très élevés (industrie, électronique, énergie)	Limités par rapport aux IDE	ACFTA ² , RCEP, BRI (coopérations ciblées)
Malaisie	>210	≈ +15 à +25	Semi-conducteurs, électronique, GNL, huile de palme	Machines, équipements électriques, biens manufacturés	Très importants (semi-conducteurs, numérique, ports)	Financement de grands projets ferroviaires	ACFTA, RCEP, BRI
Indonésie	≈150	≈ +5 à +15	Nickel, charbon, acier inoxydable, huile de palme	Machines, équipements industriels, électronique	Très élevés (nickel, batteries, véhicules électriques)	Plusieurs milliards USD (train à grande vitesse Jakarta-Bandung, énergie)	ACFTA, RCEP, BRI
Thaïlande	≈135	≈ -25 à -35	Caoutchouc, agroalimentaire, automobile	Machines, électronique, produits chimiques	Importants (automobile électrique, industrie)	Infrastructures ferroviaires	ACFTA, RCEP
Singapour	≈130	≈ +5 à +15	Services, produits pharmaceutiques, électronique, finance	Produits manufacturés, équipements	Premier centre financier pour les IDE chinois en ASEAN	Peu de prêts souverains	ACFTA, RCEP, accord bilatéral de libre-échange

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

Philippines	≈95	≈ -35 à -45	Cuivre, nickel, électronique, bananes	Machines, électronique, acier	Modérés	Plusieurs projets d'infrastructures, décaissements inégaux	ACFTA, RCEP
Cambodge	≈17	≈ -13 à -15	Textile, riz, produits agricoles	Produits manufacturés, matériaux de construction	Très élevés rapportés à la taille de l'économie	Financement massif des infrastructures (routes, ports, énergie)	ACFTA, RCEP, BRI
Myanmar	≈25	≈ +2 à +6	Gaz naturel, minerais, bois, produits agricoles	Machines, biens manufacturés	Importants (énergie, mines)	Oléoducs, gazoducs, port de Kyaukpyu	ACFTA, BRI
Laos	≈8	≈ -1 à +1 (proche de l'équilibre)	Électricité, minerais, produits agricoles	Machines, véhicules, matériaux	Très élevés (chemin de fer Chine-Laos, hydroélectricité)	Prêts concessionnels importants	ACFTA, RCEP, BRI
Brunei	≈3-4	≈ +0,5 à +1,5	Gaz naturel liquéfié, pétrole	Machines, biens manufacturés	Modérés	Coopération énergétique	ACFTA, RCEP

Sources : ASEAN, ministère chinois du Commerce (MOFCOM), Administration générale des douanes de Chine (GACC), Banque mondiale, Banque asiatique de développement (ADB), UN Comtrade.

La priorité est donnée aux corridors économiques multimodaux. Le corridor Chine-Laos constitue l'un des projets emblématiques : la ligne ferroviaire Kunming-Vientiane (1 035 km), mise en service fin 2021, représente un investissement d'environ 6 milliards USD. Il s'inscrit dans un axe destiné à rejoindre à terme la Thaïlande, la Malaisie et Singapour, réduisant les coûts logistiques et renforçant l'intégration des chaînes de valeur régionales.

Au Myanmar, le China-Myanmar Economic Corridor (CMEC) relie le Yunnan au port en eau profonde de Kyaukpyu, via un réseau d'autoroutes, de voies ferrées, de pipelines pétroliers et gaziers et de zones économiques spéciales. Le port de Kyaukpyu, développé par CITIC Group, représente un investissement estimé à 1,3 milliard USD pour sa première phase.

En Indonésie, la Chine concentre ses investissements sur les ressources critiques et l'industrie des batteries. Les complexes industriels de Morowali et Weda Bay, développés avec Tsingshan Holding, Huayou Cobalt, CNGR, CATL et d'autres groupes chinois, représentent plus de 30 milliards USD d'investissements cumulés. Ils intègrent extraction du nickel, métallurgie, raffinage, production de précurseurs de batteries et fabrication de cellules destinées aux véhicules électriques. Cette stratégie vise à sécuriser l'accès à l'un des plus importants gisements mondiaux de nickel.

En Malaisie, les investissements concernent les ports de Kuantan, les zones industrielles associées et le Malaysia-China Kuantan Industrial Park (MCKIP), développé conjointement avec le China-Malaysia Qinzhou Industrial Park dans le Guangxi. Cette logique de « parcs jumeaux » favorise la relocalisation industrielle, les investissements croisés et l'intégration des chaînes de valeur sino-malaisiennes.

Au Cambodge, les entreprises chinoises dominent le développement de la zone économique spéciale de Sihanoukville (SSEZ), qui accueille plus de 200 entreprises, principalement manufacturières, et génère plusieurs dizaines de milliers d'emplois. Le projet de Dara Sakor, combinant port, aéroport international, complexes touristiques et infrastructures logistiques, illustre la dimension duale - économique et stratégique - des investissements chinois.

Au Vietnam, malgré les différends maritimes, les entreprises chinoises investissent dans les composants électroniques, les équipements industriels, les énergies renouvelables et les parcs industriels du nord du pays. Les fabricants chinois de panneaux photovoltaïques, de batteries et de composants automobiles y multiplient les implantations afin de profiter des accords commerciaux vietnamiens avec les États-Unis et l'Union européenne. L'économie numérique constitue un second pilier de cette stratégie. Huawei, ZTE, Alibaba Cloud, Tencent, ByteDance et JD.com investissent dans les réseaux 5G, les centres de données, le cloud, les plateformes logistiques, les paiements numériques et le commerce électronique. Ces investissements s'accompagnent d'une diffusion des normes technologiques chinoises dans plusieurs États de l'ASEAN.

LE NANYANG (南洋), MER DE CHINE MÉRIDIONALE : CHASSE GARDÉE, BASE DE PROGRESSION OU COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT ?

Au total, l'Asie du Sud-Est constitue aujourd'hui le cœur de la stratégie géoéconomique chinoise. Les investissements privilégient les zones économiques spéciales, les corridors industriels, les hubs portuaires, les minerais critiques, les énergies, les chaînes de valeur manufacturières et le numérique. L'objectif dépasse la seule rentabilité commerciale : Pékin cherche à sécuriser ses approvisionnements, réduire sa dépendance aux routes maritimes vulnérables, internationaliser ses entreprises et renforcer son influence politique. Cette intégration économique est désormais indissociable des dispositifs du RCEP, de la BRI et de la stratégie chinoise de « double circulation », qui fait de l'ASEAN un espace pivot de la puissance économique chinoise dans la zone indopacifique.

Suite à la déclaration multinationale marquant le 10^e anniversaire de l'arbitrage de La Haye reconnaissant les eaux territoriales – et à un incident avec un navire militaire japonais –, la Chine vient de rappeler le 12 juillet 2026 par la voix de son Ministère des Affaires étrangères ses « droits historiques », et condamne « la militarisation et le comportement coercitif des Etats-Unis et de leurs alliés » qui représentent le « défi actuel le plus important auquel fait face la mer de Chine du sud ».

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE CHINE



Brèves politico-économiques

Chine/Europe

- L'Union européenne pourrait bientôt imposer des droits antidumping sur les pneus produits en Chine afin de protéger son industrie face à une concurrence jugée déloyale. Cette mesure interviendrait après la conclusion d'une enquête engagée suite à une plainte déposée auprès de l'UE par plusieurs groupes européens (dont les noms n'ont pas été publiés). Il a ainsi été établi que les pneus chinois sont vendus 30 à 65 % moins chers que les autres. Ces mesures pourraient toutefois entraîner une hausse des prix des pneus pour les consommateurs européens. 20minutes le 14/07/2026
- Selon la Commission européenne, le déficit commercial de l'UE avec la Chine dépasse désormais 1 milliard d'euros par jour, un niveau jugé insoutenable. Bruxelles appelle désormais à un rééquilibrage rapide des échanges. L'Union prévient que le *statu quo* n'est plus envisageable et réfléchit à renforcer ses instruments de défense commerciale face aux pratiques chinoises. BFM Business avec AFP le 29/06/2026
- La Chine rejette les accusations de l'Union européenne selon lesquelles elle subventionnerait massivement son industrie. Les autorités chinoises affirment que les finances publiques ne permettent pas un tel soutien et contestent les critiques européennes sur les distorsions de concurrence. La Chine défend ainsi sa politique industrielle dans un contexte de tensions commerciales croissantes avec l'UE. BFM Business le 25/06/2026

Chine/Europe/France

- Selon le dernier rapport de l'institut MERICS, les investissements chinois en Europe ont retrouvé en 2025 leur plus haut niveau depuis 2018, principalement grâce aux secteurs des véhicules électriques et des batteries. La France confirme son attractivité en accueillant plusieurs projets industriels chinois. Cette dynamique traduit la volonté des groupes chinois de produire localement pour renforcer leur présence sur le marché européen. Rfi le 21/05/2026

Chine/France

- Le gouverneur de la Banque de France sortant François VILLEROY DE GALHAU a rencontré le 25 mai 2026, lors de sa tournée asiatique, son homologue chinois PAN Gongsheng. Il évoqué avec le gouverneur les points délicats dans les comptes financiers de la Chine : financement massif d'infrastructure par des crédits publics et bancaires risqués, une épargne intérieure très abondante, une consommation des ménages faible et, en conséquence, un surplus extérieur considérable.

Chine/Etats-Unis

- Dans la foulée de décisions américaines similaires, les régulateurs chinois étudieraient la possibilité de restreindre l'accès hors de Chine aux modèles d'IA chinois les plus avancés. Selon certaines sources, les autorités ont tenu des réunions avec les géants technologiques ALIBABA et BYTEDANCE, ainsi qu'avec la startup ZHIPU.AI, pour discuter de cette mesure. Ces discussions auraient été menées par le MOFCOM. Ambassade de France, le 13/07/2026

Chine/International

- Selon l'OCDE, les subventions industrielles mondiales ont atteint un niveau inédit depuis la crise de 2008, la Chine bénéficiant d'un soutien public nettement supérieur à celui des autres économies. L'organisation estime que ces aides favorisent des surcapacités et faussent la concurrence internationale, alimentant les tensions commerciales avec les pays membres de l'OCDE. Capital le 01/06/2026

DERNIÈRES NOUVELLES

DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

SUIVIES PAR LE COMITÉ FRANCE CHINE



Contrats et partenariats

- OPMOBILITY a remporté deux premiers contrats auprès de LEAPMOTOR INTERNATIONAL pour fournir des pare-chocs et des hayons destinés aux véhicules commercialisés en Europe. Ces premiers marchés conclus hors de Chine accompagneront l'expansion européenne du constructeur chinois. La production débutera en 2027 dans les usines espagnoles d'OPMOBILITY, renforçant la coopération industrielle entre les deux groupes. Zonebourse le 18/06/2026
- Le groupe français CMA CGM et la société grecque CAPITAL CLEAN ENERGY CARRIERS (CCEC) ont commandé un navire de ravitaillement en GNL auprès du chantier naval chinois NANTONG CIMC SINOPACIFIC OFFSHORE & ENGINEERING. Une fois livré en 2028, ce navire devrait être affecté à un contrat d'affrètement à long terme conclu avec une coentreprise regroupant TOTALENERGIES et CMA CGM. LNG Prime, 12/06/2026
- EDF et TOTALENERGIES ont plaidé pour renforcer la coopération avec la Chine afin d'accélérer la transition énergétique, tout en défendant un cadre fondé sur des règles équilibrées. Les dirigeants des deux groupes ont salué l'efficacité industrielle chinoise et prôné des partenariats avec partage de technologies, afin de préserver la compétitivité européenne sans créer de dépendance excessive. OPERA Energie le 10/07/2026

Implantations et investissements croisés

- STELLANTIS produira prochainement des SUV de la marque chinoise VOYAH, filiale de DONGFENG, dans son usine de Rennes. Ce projet s'inscrit dans le renforcement du partenariat entre les deux groupes et vise à développer une production européenne de véhicules électrifiés. L'initiative permettra d'optimiser les capacités industrielles du site tout en facilitant l'accès de DONGFENG au marché européen. Média365 le 30/05/2026

Autres initiatives de coopération

- GEELY et RENAULT renforcent leur coopération en Inde autour de HORSEPOWERTRAIN afin d'accélérer le développement de motorisations thermiques et hybrides adaptées aux besoins du marché. Cette stratégie permet de mutualiser les investissements, de gagner en compétitivité et de soutenir l'expansion internationale de la coentreprise, dans un pays où les motorisations électrifiées progressent à un rythme différencié. Autos Infos le 6/07/2026
- BUSINESS FRANCE a organisé les 2 et 3 juillet 2026 à Paris et Lyon la 3^{ème} édition de son Forum d'affaires France-Chine, réunissant entreprises françaises, institutions et acteurs économiques chinois pour des tables rondes sectorielles et des sessions d'échanges « Business To Business ». Au menu des discussions : l'accès au marché, le développement des entreprises françaises en Chine, les réglementations économiques, les surcapacités...
- CATL, XIAOMI, RENAULT, BMW, et d'autres industriels s'allient pour définir des standards communs de réemploi et de recyclage des batteries de véhicules électriques. Cette initiative vise à harmoniser les pratiques de la seconde vie des batteries, améliorer leur traçabilité et favoriser une économie circulaire à l'échelle internationale, dans un contexte de forte croissance du marché des véhicules électriques. Numerama le 29/06/2026
- Le COMITE FRANCE CHINE a tenu sa Soirée Pourpre annuelle le 29 juin 2026 au Musée des Arts et Métiers à Paris, réunissant plus de 200 décideurs économiques, scientifiques, innovateurs et diplomates autour du thème de l'innovation. Alors qu'une table ronde a réuni les entreprises L'OREAL, BNP PARIBAS, LVMH, SERVIER et SAVENCIA pour un partage de bonnes pratiques, le professeur Jean-Marie TARASCON, titulaire de la chaire Chimie des solides - énergie au Collège de France, a mis en lumière durant son intervention la nécessité de mieux faire dialoguer les sphères politique, économique, académique et de recherche en France pour retrouver une vision de long terme.

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

SUIVIES PAR PAUL CLERC-RENAUD ET GAËLLE PICUT

Macro-économie / Conjoncture économique / Climat d'affaires

- **La croissance annuelle de l'économie chinoise a nettement ralenti à 4,3 % au deuxième trimestre 2026**, selon Reuters, sous l'effet de la faiblesse persistante de la consommation, de la crise immobilière et du choc pétrolier lié au conflit avec l'Iran. Il s'agit du rythme de croissance le plus faible depuis le quatrième trimestre 2022, lorsque la Chine était encore confrontée à la pandémie de Covid-19. Reuters, 15/07/2026

Démographie

- **Le choc démographique s'aggrave.** En 2025, les naissances en Chine sont passées sous les 8 millions, au plus bas depuis 1950. Malgré les politiques natalistes, le recul engagé devrait s'amplifier, avec une population active appelée à diminuer avant 2030, de quoi peser sur le potentiel de croissance. Xerfi, 8/06/2026

Mondialisation

- **La Chine est de loin le pays qui subventionne le plus ses grandes filières industrielles**, selon un rapport publié début juin 2026 par l'OCDE. Entre 2005 et 2024, les entreprises chinoises ont reçu en moyenne entre trois et huit fois plus d'aides publiques que celles implantées dans les pays de l'OCDE, selon les régions considérées. Le rapport estime par ailleurs que 60 % des gains de parts de marché réalisés à l'échelle mondiale par les entreprises chinoises au cours des deux dernières décennies sont attribuables à ces subventions. Le Figaro, 01/06/2026
- **La Chine s'emploie à dominer les règles et normes dans l'industrie du futur.** En 2024, la Chine s'est hissée au second rang mondial pour l'élaboration des standards industriels, ex aequo avec les Etats-Unis, derrière l'Allemagne, mais devant le Japon et la France. Les normes deviennent un instrument de puissance économique et non plus seulement les référentiels qui encadrent les technologies et processus industriels. Le Figaro, 01/06/2026
- **L'émission d'obligations panda (instruments de dette en yuans destinés aux emprunteurs étrangers) a atteint un niveau record de 136,5 milliards de yuans sur les cinq premiers mois de 2026**, en hausse de 90 % sur un an, portée par les taux d'intérêt bas dans le monde et l'ouverture croissante du marché obligataire chinois. Des gouvernements (Kazakhstan, Pakistan), grandes banques (Deutsche Bank, BNP Paribas, Morgan Stanley) et multinationales (Volkswagen, Henkel) y recourent de plus en plus, signalant que le yuan s'impose progressivement comme outil de financement international au-delà de son rôle traditionnel dans le règlement commercial. SCMP, 08/06/2026

Relations internationales Chine / Etats-Unis / Canada

- **Pékin exploite les tensions commerciales entre Ottawa et Washington pour promouvoir un réengagement économique sino-canadien.** Le ministre des Affaires étrangères Wang Yi affirme que le Canada pourrait doubler ses exportations vers la Chine, dépassant ainsi l'objectif de 2030. La Chine est déjà le deuxième partenaire commercial du Canada, derrière les États-Unis. Reuters, 30/05/2026
- **Les États-Unis ont ajouté plusieurs fleurons technologiques à une liste d'entreprises qu'ils estiment soutenir l'armée chinoise**, notamment le géant chinois du commerce en ligne Alibaba, le moteur de recherche Baidu, le constructeur automobile BYD ou encore le fabricant de robots humanoïdes Unitree, rapporte Reuters. 09/09/2026 + **En riposte, la Chine a annoncé, lundi 22 juin, sanctionner des dizaines d'entreprises américaines, notamment des secteurs de la défense et des terres rares**, un mois après la visite à Pékin de Donald Trump, censée œuvrer à la détente entre les deux puissances. Parmi les entreprises visées figurent USA Rare Earth, active dans les terres rares, Red Cat (solutions de drones et de robots) ou encore Aveox (fabrication de systèmes électromécaniques de haute puissance), qui opèrent dans le secteur de la défense. Le Monde avec AFP, 22/06/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

Relations Chine / UE

- **L'UE a infligé jeudi 28 mai une amende de 200 millions d'euros au spécialiste chinois du commerce en ligne Temu**, au titre du règlement européen sur les services numériques (DSA), pour avoir permis la vente aux consommateurs européens de produits illégaux. Shein et AliExpress font également l'objet d'enquêtes de la Commission européenne. Communiqué de presse du Ministère de l'Economie, 28/05/2026 + **L'UE a également infligé une amende de 550 millions d'euros à la plateforme chinoise AliExpress** pour la vente de produits illégaux. Le Figaro, 20/07/2026
- **La Chine accentue la pression sur l'Europe**. Malgré les soubresauts liés à la guerre au Moyen-Orient, la Chine continue à accroître ses excédents commerciaux au détriment du Vieux Continent. Ses exportations y ont progressé de 24,3 % en un an. L'Opinion, 10/06/2026
- **Dans son 15^e plan quinquennal (2026-2030), Pékin cherche simultanément à moderniser son appareil manufacturier, réduire ses dépendances technologiques et préparer ses positions dominantes dans les industries du futur** : intelligence artificielle, robotique, semi-conducteurs, technologies quantiques ou encore biofabrication. Plutôt que de corriger les déséquilibres du modèle, le 15^e plan semble surtout chercher à prolonger et intensifier la stratégie de puissance productive chinoise. Cette orientation pose une question centrale : que se passera-t-il si les débouchés extérieurs se ferment progressivement ? Les États-Unis ont déjà engagé ce mouvement, l'Europe pourrait être tentée de suivre partiellement cette trajectoire face à la montée des surcapacités chinoises et à la pression croissante exercée sur son industrie. A mesure que les surcapacités chinoises augmentent, le système tend à exporter ses déséquilibres vers l'extérieur. Dans ce contexte, attendre un éventuel « rééquilibrage naturel » du modèle chinois pourrait revenir, pour l'Europe, à voir des pans entiers de son industrie disparaître ou être durablement fragilisés avant même qu'un retournement du modèle chinois n'intervienne. La question n'est donc plus seulement de savoir combien de temps le modèle chinois peut durer, mais combien de temps l'Europe peut se permettre d'attendre. Le Grand Continent, 16/06/2026
- **CATL s'allie à l'énergéticien britannique Octopus Energy** afin de déployer en Europe un réseau d'interchangeabilité de batteries destiné aux poids lourds. Caixin, 23/06/2026
- **Le Parlement français a adopté une proposition de loi visant à enrayer l'essor de la mode éphémère, incarnée par les géants chinois Shein et Temu**, avec un dispositif resserré autour de l'ultrafast fashion. Le texte instaure d'une part un malus financier par produit, qui augmentera dans le temps, et il interdit la publicité pour ces marques, y compris par des influenceurs. Le Monde avec AFP, 29/06/2026
- **La Chine désapprouve la nationalisation du sidérurgiste British Steel et réclame une compensation**. Le groupe chinois Jingye avait racheté British Steel en 2020. Le Figaro, 17/07/2026

BRI / BRICS / Indopacifique / Reste du monde

- **Au-delà du commerce et des infrastructures, Pékin cherche à diffuser son modèle de gouvernance sécuritaire**. Selon une enquête du New York Times, la Chine a formé des forces de police dans plus de 130 pays et promeut « l'expérience Fengqiao », un système mêlant surveillance locale, collecte de données et contrôle social. Aux Îles Salomon, un projet inspiré de ce modèle a finalement été abandonné face aux critiques locales. The New York Times, 31/05/2026
- **Les Philippines ont annoncé mardi 9 juin avoir déposé une protestation officielle auprès de Pékin après avoir repéré une "structure flottante" près du récif disputé de Scarborough**, zone contestée qui est le théâtre d'affrontements récurrents en mer de Chine méridionale. Le Marin, 09/06/2026
- **Une nouvelle liaison ferroviaire de 5420 km reliant l'ouest de la Chine au Turkménistan a été inaugurée**, consolidant la chaîne d'approvisionnement de Pékin en Asie centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe. Les axes ferroviaires Chine/Europe et Chine/Asie centrale ont vu leur trafic bondir de 32% depuis 2025 en raison du conflit au Moyen-Orient. L'Opinion, 02/07/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

- **L'accord Nakamal avec le Vanuatu : les ambitions australiennes revues à la baisse.** Malgré la signature de cet accord de sécurité, la Chine ne perd pas de terrain au Vanuatu. La compétition stratégique évolue d'une logique d'implantation militaire vers une concurrence d'influence, où Pékin conserve des leviers significatifs grâce aux infrastructures, à la coopération sécuritaire et au développement, tandis que les États insulaires cherchent à tirer parti de la rivalité sino-australienne sans s'aligner sur un camp. Le Grand Continent, 05/07/2026
- **La Malaisie a instauré de nouveaux seuils stricts pour l'importation de véhicules électriques entièrement assemblés.** Cette mesure bloque les modèles économiques des principaux constructeurs chinois, dont BYD. À partir du 1er juillet, le ministère de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie a décrété que toute voiture électrique importée dans le pays doit avoir une valeur douanière déclarée d'au moins 200 000 ringgits (49 019 dollars) et une puissance d'au moins 180 kilowatts. Caixin, 03/07/2026

Relations Chine / Afrique / Moyen-Orient

- **Le Bénin mise sur les investissements chinois pour accélérer son développement.** Des entreprises chinoises sont déjà impliquées dans l'extension du port de Cotonou, la construction de routes stratégiques et le développement des corridors logistiques destinés à soutenir le commerce et l'industrie. SCMP, 31/05/2026
- **La Chine organise l'entrée de sa monnaie en Afrique à travers le groupe sud-africain Standard Bank.** En créant la première chambre de compensation continentale en yuans, Pékin accélère l'internationalisation du renminbi en Afrique et réduit la dépendance au dollar dans les échanges sino-africains. Si le billet vert reste dominant, le yuan gagne progressivement du terrain dans le commerce et la dette souveraine, renforçant l'influence financière chinoise sur le continent. La Tribune, 29/06/2026.
- **Afrique : les investisseurs chinois accélèrent l'électrification des motos-taxis.** Des capitaux chinois soutiennent la transition des motos-taxis africaines vers l'électrique, un marché de plusieurs milliards de dollars. Le fonds shanghaien NewTrails Capital, soutenu par le fabricant de smartphones Transsion, a investi 55 millions de dollars dans Spiro, leader africain des deux-roues électriques. Au-delà du financement, les entreprises chinoises apportent batteries, composants et technologies, tout en développant des réseaux d'échange de batteries, renforçant ainsi leur présence dans les mobilités propres sur le continent. SCMP, 12/07/2026

Energie

- **Les exportations chinoises de technologies propres ont doublé en quatre ans.** Pékin a exporté pour l'équivalent de 92 milliards d'euros de batteries, voitures électriques, équipements réseau et capacités de production d'électricité propre au cours des quatre premiers mois de l'année, contre 47 milliards en 2022. Le Grand Continent, 11/06/2026
- **Face aux offres intégrées de la Chine et de la Russie, les États-Unis cherchent à renforcer leur compétitivité dans l'exportation de technologies nucléaires** grâce à de nouveaux outils de financement, aux petits réacteurs modulaires (SMR) et à leur expertise en matière de sûreté et de non-prolifération. L'enjeu est particulièrement stratégique en Asie du Sud-Est où Washington tente de contester l'avance déjà acquise par Pékin et Moscou sur le marché du nucléaire civil. Hinrich Foundation, juin 2026 + **La Chine veut faire du nucléaire un levier d'influence en Asie du Sud-Est**, mais ses ambitions régionales se heurtent à la domination russe et aux inquiétudes des voisins face à une dépendance stratégique envers Pékin. Malgré ces obstacles, Pékin pourrait à terme rattraper, voire dépasser, l'avance russe grâce à ses capacités technologiques et industrielles. Hinrich Foundation, juin 2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

Automobile

- **Après les voitures électriques, la Chine se lance maintenant dans les micro-voitures électriques sans permis en Europe**, qui échappent aux surtaxes européennes. Le tout premier modèle Alumi de la marque Linktour (filiale du groupe Shandong Weiqiao Pioneering) fait moins de 3 mètres de long pour un mètre 50 de large, avec un prix à partir de 10 000 euros, et la promesse affichée d'une autonomie supérieure à ses concurrentes européennes. France Info, 02/06/2026
- **Après avoir conquis le marché chinois, BYD accélère son expansion en Europe et pourrait bientôt s'inviter en Formule 1.** Au-delà de la compétition, le constructeur cherche surtout à renforcer sa notoriété et son image auprès des consommateurs occidentaux afin d'accompagner sa montée en gamme et son ambition de devenir une marque mondiale. Le Vent de la Chine, 22/06/2026
- **Les exportations automobiles chinoises devraient approcher les 10 millions de véhicules en 2026**, contre 7,1 millions en 2025, selon une analyse annuelle du marché automobile mondial publiée le 30 juin par le cabinet de conseil AlixPartners. Caixin, 02/07/2026
- **Près d'un quart des voitures hybrides et 11 % des voitures électriques vendues le mois dernier en Europe étaient de marque chinoise**, soit presque deux fois plus qu'il y a un an. Le Grand Continent, 26/06/2026

Aéronautique

- **Les compagnies chinoises ont capturé une part croissante du marché aérien international pour les liaisons reliant les villes chinoises et étrangères depuis la Covid-19.** Les transporteurs locaux détiennent actuellement une part de marché de 66,5 % contre 33,5 % pour les compagnies étrangères. Avant la pandémie, c'était un partage 50/50 entre les transporteurs nationaux et étrangers. SCMP, 06/06/2026

Défense / Renseignement militaire

- **Les États-Unis vont prépositionner un important stock d'équipements militaires d'ici 2028 dans l'État australien de Victoria**, donc hors de portée de la plupart des missiles chinois, afin de renforcer leurs capacités militaires dans l'Indopacifique face à la montée en puissance chinoise. BFM, 16/06/2026
- **Les difficultés de la Russie à reconstruire ses systèmes militaires les plus avancés ouvrent la perspective d'une dépendance accrue envers les technologies de défense chinoises.** Geopolitical Monitor, 12/06/2026 + **Officiellement neutre, la Chine livre massivement composants électroniques, machines-outils et matières premières à la Russie.** Ce matériel « à double usage » est vital pour la machine de guerre de Poutine, rendant son pays totalement dépendant de Pékin. Challenges / The Economist, 02/06/2026
- **Pékin a mené un essai de missile balistique, le 6 juillet, tiré depuis un sous-marin à propulsion nucléaire vers les profondeurs de l'océan Pacifique**, une nouvelle étape dans sa stratégie de puissance puisqu'il s'agit du premier essai connu de missile balistique lancé depuis un sous-marin par la Chine depuis 1982. Il aurait été tiré depuis la mer de Chine méridionale, zone particulièrement sensible et importante pour Pékin. Le fait de l'avoir choisie pour mener cet essai illustre sa mainmise sur cette zone dont elle revendique la souveraineté à 90%. L'Opinion, 09/07/2026

Métaux / Matériaux critiques / Gaz

- **L'accès des entreprises américaines aux minerais critiques chinois demeure très difficile en raison des contrôles à l'exportation et des retards dans l'octroi des licences**, selon un groupe de pression des entreprises américaines. Ces restrictions poussent désormais trois quarts des entreprises concernées à rechercher des sources d'approvisionnement alternatives. Mais ces dernières restent limitées et la situation pourrait durer plusieurs années, compliquant la sécurisation des chaînes d'approvisionnement occidentales. Reuters, 10/06/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

- **Graphite, lithium, cuivre : la Chine verrouille les sources africaines.** BYD a sécurisé six mines de lithium jusqu'en 2032. Pékin ne contrôle plus seulement le raffinage des métaux critiques : il s'installe désormais à la source. Le Nouvel Economiste, 09/06/2026
- **La Chine se tourne vers des batteries de VE d'occasion pour réduire la dépendance aux métaux importés.** Les métaux critiques recyclés ont fourni suffisamment de matériaux en 2025 pour répondre à plus d'un dixième des besoins de production de batteries électriques de la Chine, et cette part pourrait éventuellement dépasser 50 % à mesure que les batteries de véhicules électriques retirées s'accumulent, selon un nouveau rapport industriel. Caixin, 30/06/2026
- **La Chine a instauré avec effet immédiat une interdiction temporaire des exportations d'hélium,** face à la pénurie mondiale, afin de préserver ses approvisionnements dans ce gaz stratégique, indispensable notamment à l'industrie des semi-conducteurs et au secteur médical. Caixin, 11/07/2026

Numérique – Nouvelles technologies – Normes – Semi-conducteurs

- **La Chine utilise l'IA pour prédire qui pourrait représenter un risque politique.** Une entreprise chinoise, Geedge Networks, travaille au développement d'une technologie d'IA capable non seulement de surveiller les dissidents, mais de prédire qui pourrait le devenir. Selon des documents internes divulgués et analysés par des chercheurs de l'université Vanderbilt, l'entreprise croise données de localisation, activité sur les réseaux sociaux, habitudes de consommation culturelle (films, livres) et données télécom pour construire des profils comportementaux permettant d'anticiper les intentions des citoyens. La technologie n'est pas encore déployée, elle reste en phase de recherche. Par ailleurs, les bureaux de sécurité publique chinois adoptent déjà DeepSeek à des fins de police prédictive. The New York Times, 01/06/2026
- **La Chine érige un mur autour de ses start-up d'IA avec un nouveau règlement sur les investissements sortants.** Le Parti communiste chinois place désormais officiellement la sécurité nationale et la rivalité avec Washington au-dessus de la croissance. Pour empêcher la fuite de ses technologies stratégiques, Pékin dispose à partir du 1er juillet d'un nouvel instrument souverain, le Décret n° 837. Le Grand Continent, 08/06/2026 (voir aussi brèves dans Relations Chine / UE)
- **Le câble sous-marin de la discorde : un projet entre l'Amérique du Sud et l'Asie ravive la guerre technologique entre la Chine et les États-Unis.** L'Amérique du Sud n'est toujours pas reliée à l'Asie par des câbles sous-marins. Malgré plusieurs projets, les pressions américaines continueraient de freiner leur concrétisation. Dans ce contexte, le Chili apparaît comme particulièrement exposé. BFM Business, 22/06/2026
- **Le boom de l'IA et les tensions géopolitiques accélèrent la recomposition des réseaux mondiaux de câbles sous-marins.** Les géants américains du numérique privilégient désormais des routes contournant la Chine, la mer de Chine méridionale et les principaux points d'étranglement asiatiques, renforçant la fragmentation géopolitique de l'infrastructure mondiale d'Internet. The Economist, 20/06/2026
- **Lors de la Conférence mondiale sur l'IA de juillet 2026, le président chinois a souligné que l'IA offre d'immenses opportunités de développement tout en soulevant des défis sécuritaires et éthiques sans précédent.** Il a plaidé pour une approche technologique strictement « centrée sur l'humain », exigeant que les algorithmes et les machines demeurent en permanence sous contrôle humain. Son discours appelle à la mise en place urgente de réglementations internationales robustes et de systèmes d'alerte précoce pour prévenir les dérives et les risques liés à l'IA. Xi Jinping a exhorté la communauté internationale à privilégier un véritable multilatéralisme, sous l'égide de l'ONU, afin d'éviter les monopoles et de réduire la fracture numérique. Enfin, il a réaffirmé l'engagement de la Chine à s'ouvrir davantage et à collaborer avec toutes les nations pour bâtir un système de gouvernance mondiale de l'IA qui soit juste et équitable, et il a annoncé la création de l'Organisation mondiale de coopération en matière d'intelligence artificielle (WAICO). Le Grand Continent, 17/07/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

Soft power / Culture / Médias / Education / Sport

- **La Chine publie désormais autant de travaux scientifiques que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon réunis**, mais ses recherches restent sous-utilisées en Occident. Entre défiance, méconnaissance du système académique chinois et tensions géopolitiques, un fossé scientifique se creuse entre la Chine et les pays occidentaux. The Economist, 10/06/2026
- **Pékin tente d'attirer les chercheurs européens et américains, grâce à des démarches cliniques plus souples et la promesse de moyens financiers.** C'est le cas de Nicolas Tricaud, chercheur français de Montpellier, spécialiste des maladies des nerfs et co-fondateur Nervosave Therapeutics, qui vient d'ouvrir une filiale en Chine. France Info, 05/06/2026
- **Les feuilletons chinois générés par l'IA envahissent la planète.** Au premier trimestre 2026, plus de 95 % des 128 000 nouveaux microdramas chinois étaient produits par intelligence artificielle. La part des titres générés par IA dans le top 100 est passée de 7 % à 38 % en un an. ByteDance a coupé en février ses subventions aux tournages réels au profit de son modèle vidéo Seedance 2.0. L'Express, 09/07/2026
- **La Chine bénéficie désormais d'une image plus favorable que les États-Unis dans la majorité des pays sondés**, selon une enquête du Pew Research Center menée dans 36 pays, Cette inversion résulte d'une amélioration progressive de la perception de Pékin, combinée à une forte dégradation de l'image américaine depuis le retour de Donald Trump. Les personnes interrogées déclarent également accorder davantage de confiance à Xi Jinping qu'à Donald Trump sur les affaires internationales. Si les États-Unis restent mieux perçus en matière de libertés individuelles, l'écart avec la Chine se réduit nettement. Pew Research Center, 15/07/2026
- **Pékin investit méthodiquement le champ de la gouvernance environnementale mondiale**, avec la multiplication des partenariats climatiques et des réseaux de recherche adossés aux Nouvelles routes de la soie. La présidence de Donald Trump pourrait lui offrir l'occasion de combler le vide laissé par Washington. Le Grand Continent, 11/07/2026

Santé

- **Longtemps absente de la scène internationale, la Chine progresse à pas de géants dans tous les domaines de la recherche et du développement pharmaceutique.** Elle s'impose notamment comme un acteur majeur de la cancérologie mondiale grâce à des avancées rapides en recherche et en traitements, avec des biotechs comme BeiGene. Le Figaro, 30/05/2026
- **Le géant suisse des médicaments génériques Sandoz lance la riposte contre les antibiotiques chinois.** Il a déposé auprès de Bruxelles un projet de plainte historique contre le dumping de Pékin concernant les importations chinoises de 6-APA, un ingrédient-clé de la production d'amoxicilline, le traitement dérivé de la pénicilline qui est aujourd'hui l'antibiotique le plus consommé au monde. Depuis l'usine de Kundl, en Autriche, il alerte sur la souveraineté européenne dans la fabrication de pénicilline, soulignant que jusqu'à 90 % des principes actifs antibiotiques mondiaux sont désormais produits en dehors de l'Europe. Divers sources (Le Monde, Challenges), 01/06/2026

Luxe

- **Les marques chinoises de parfums misent sur l'influence culturelle avant l'expansion commerciale.** Plutôt que d'ouvrir rapidement des boutiques à l'étranger, elles privilégient les collaborations avec des marques de luxe, une présence dans les aéroports et salons internationaux pour construire leur notoriété et diffuser un récit culturel chinois auprès des consommateurs mondiaux. Jing Daily, 29/06/2026

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

Rapport

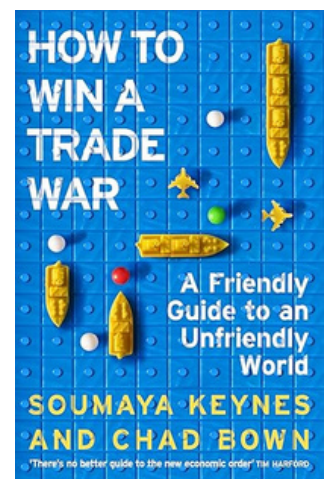
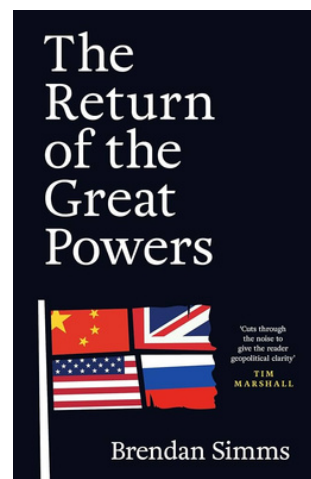
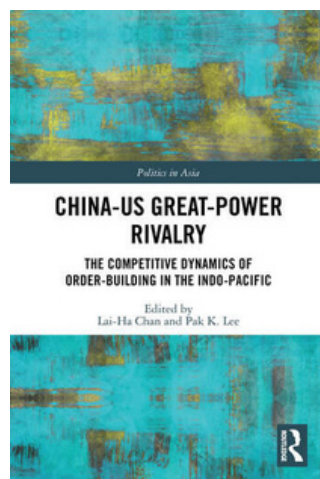
- Le 15e plan quinquennal chinois : Pékin accélère, et nous ? paru le 28 mai 2026.

Le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan estime que le 15e plan quinquennal chinois (2026-2030) marque un tournant stratégique majeur : Pékin ne vise plus seulement la croissance, mais la domination technologique et industrielle mondiale. Le plan donne la priorité à la souveraineté économique, à l'innovation et à la modernisation industrielle, avec un accent fort sur l'IA, les semi-conducteurs, la robotique, la 6G ou encore les technologies vertes.

L'étude souligne que la Chine organise simultanément la réduction de ses dépendances technologiques et la conquête des industries du futur, tout en utilisant la transition énergétique comme levier de puissance industrielle. Pékin entend aussi peser sur les standards technologiques mondiaux, notamment dans les secteurs émergents.

Pour les auteurs, cette stratégie constitue un défi direct pour l'Europe : la Chine dispose désormais d'une capacité de planification de long terme et d'une montée en puissance industrielle qui menacent les positions européennes dans des secteurs clés comme l'automobile, les batteries, les machines-outils ou les technologies vertes.

Livres



- **Quand la Chine dépasse le monde, Revue de Défense Nationale**, n°892, été 2026.

Ce numéro estival de la RDN aborde plusieurs sujets relatifs à la puissance chinoise. La Chine est devenue une puissance économique, technologique et militaire majeure, portée par une industrialisation rapide, une stratégie d'influence mondiale (Routes de la Soie) et une volonté de rivaliser avec les États-Unis. Malgré ses fragilités internes (pauvreté persistante, crise immobilière, dépendances technologiques), Pékin démontre une forte capacité de résilience grâce à un État stratège et à des investissements massifs dans les infrastructures et l'innovation. Son modèle séduit de nombreux pays du Sud global et participe à une reconfiguration de l'ordre mondial, avec l'ambition chinoise de promouvoir ses propres normes et sa vision de la gouvernance internationale.

- **China-US Great-Power Rivalry: The Competitive Dynamics of Order-Building in the Indo-Pacific** edited by Lai-Ha Chan and Pak K., 2026. Publié dans la collection Politics in Asia de Routledge.

Cet ouvrage collectif analyse la rivalité stratégique entre la Chine et les États-Unis à travers leurs projets concurrents d'organisation de l'Indo-Pacifique : les Nouvelles Routes de la soie (BRI) de Pékin et la stratégie américaine Free and Open Indo-Pacific (FOIP). Il montre comment les puissances régionales (Japon, Inde, Australie, ASEAN, Corée du Sud, Taïwan, etc.) cherchent à préserver leurs intérêts en naviguant entre ces deux visions de l'ordre régional. Le livre soutient que la compétition sino-américaine dépasse l'affrontement militaire pour devenir une lutte d'influence visant à façonner les règles, les institutions et la gouvernance de l'Indo-Pacifique.

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE...

- **The Return of the Great Powers**, Brendan Simms, Basic Books, 2026.

Dans *The Return of the Great Powers*, Brendan Simms analyse le retour de la rivalité entre les grandes puissances — États-Unis, Chine et Russie — comme le moteur central des relations internationales du XXI^e siècle. Il montre que les conflits en Ukraine, en Indo-Pacifique et au Moyen-Orient s'inscrivent dans une compétition globale pour la puissance, la sécurité et le leadership mondial, remettant en cause l'ordre international issu de l'après-Guerre froide. L'ouvrage plaide pour une lecture historique de cette nouvelle ère, où la géopolitique des États redevient le principal facteur structurant des équilibres internationaux.

- **How to Win a Trade War: A Friendly Guide to an Unfriendly World**, Soumaya Keynes et Chad P. Bown, Simon & Schuster, 2026.

Dans *How to Win a Trade War: A Friendly Guide to an Unfriendly World*, Soumaya Keynes et Chad P. Bown expliquent comment les guerres commerciales sont devenues un instrument majeur de la rivalité géoéconomique, en particulier entre les États-Unis et la Chine. S'appuyant sur des exemples récents (droits de douane, semi-conducteurs, subventions industrielles et contrôle des exportations), ils montrent que le commerce est désormais un levier de puissance autant qu'un outil de prospérité. Les auteurs proposent une analyse accessible des nouvelles politiques industrielles et des défis qu'elles posent à la mondialisation, en soulignant les arbitrages entre sécurité économique, compétitivité et coopération internationale.

Et aussi : [Lettre encyclique du Saint-Père Léon XIV Magnifica Humanitas \(15 mai 2026\)](#) et [Le livre blanc sur l'Initiative de Gouvernance Mondiale \(GGI\)](#)

L'équipe de la Chine Hors les Murs :

Paul Clerc-Renaud, CCE Nice Côte d'Azur

Olivier Le Baube, CCE Paris

Christophe Granier, CCE Occitanie

Emmanuel Véron, CCE Paris

Gaëlle Picut, rédactrice et mise en page

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres. Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.